

La victoire d'Ecolo, la percée du PTB

La progression d'Ecolo et du PTB : voilà le principal enseignement des élections communales et provinciales.

Ces deux partis ont réussi de bons scores dans de nombreuses communes de Wallonie et de Bruxelles.

Cette progression marque les reculs du MR, du PS et du CDH, selon des résultats généralement partiels. Euphorique, Zakia Khattabi, coprésidente

Le Parti populaire ne convainc pas

Le Parti populaire (PP) a obtenu de bons résultats dans les communes de la capitale. Modrikamen présentait même 51 listes, comme 30 autres provinces. Boitsfort et pour un des autres.

deuxième poste de bourgmestre à Ixelles. Ecolo devient par ailleurs la deuxième force politique à la Ville de Bruxelles. Et semble prêt à rentrer dans

une majorité, avec le PS – très largement en tête et qui réalise globalement de bons résultats dans la Région bruxelloise –, pour sceller « une coalition des vainqueurs ».

Le MR est quant à lui en très mauvaise posture. Des bourgmestres libéraux (Molenbeek, Koekelberg, Ixelles, Ganshoren) sont en difficulté dans les communes de la Région bruxelloise où les réformateurs sont en net recul.

ne convainc pas

en Wallonie et dans une moindre

à Anvers. Bruxelles, le PTB obtient un bon résultat. À Namur, selon les résultats provinciaux, il devient le troisième parti derrière le

deuxième à Charleroi et à Seraing. Le Parti socialiste, quant à lui, voit ses résultats baisser dans les communes de MR sembler vouloir qu'elle ne

meilleur, mais enregistre et finisse diverses. Le président du CDH a, lui, remporté son combat contre son frère Jean-Pierre à Bastogne.

En Flandre, malgré le succès de Bart De Wever à Anvers qui devrait reconduire sa majorité suédoise, la N-VA décroche un résultat en demi-teinte alors qu'elle avait fortement progressé lors des deux précédents scrutins. ■

L'électeur wallon sanctionne et demande plus de radicalité

Au soir du 14 octobre, première étape de la double séquence électorale qui connaîtra sa deuxième manche le 26 mai 2019, l'électeur a donné un signal clair.

Les partis traditionnels sanctionnés. A l'issue d'une législature marquée par des scandales, l'image qui se dégage de ce scrutin est celui d'une sanction infligée par l'électeur aux partis traditionnels : le PS, qui chute peu ou prou de 7 points et, c'était moins attendu, le MR. Les libéraux perdraient trois sièges si l'on avait voté pour les régionales et doivent abandonner quelques-uns de leurs bastions, comme Dinant et Libramont. Le CDH, lui, perdrait deux sièges, malgré la réussite de Benoît Lutgen à Bastogne, qui sauvera sans doute sa prési-

dence du parti.

La montée des alternatives plus radicales. La lecture du report de voix est assez simple. Deux formations montent dans le sud du pays. Le PTB d'abord, qui enregistre une hausse moyenne de 10 % et devient le deuxième parti à Charleroi, et sans doute le troisième à Liège. Les écologistes enregistrent, eux, une croissance globale autour des 4 points, si l'on se base sur les résultats des élections provinciales. On relèvera aussi un vote de rejet des grands partis en Flandre, avec des croissances enregistrées pour Groen, mais aussi pour le Vlaams Belang. La N-VA maintient bon nombre de ses positions, à commencer par la majorité de Bart De Wever à Anvers, mais perdrait un cinquième de ses électeurs si l'on avait voté pour les législatives.

Un PS qui préserve ses bastions. Un troisième enseignement, c'est la capacité que le PS a eue à limiter les dégâts et à conserver ses symboles. A Mons, le parti d'Élio Di Rupo conserve sa majorité absolue. Et à Charleroi, Paul Magnette devrait rester bourgmestre.

Un paysage en recomposition pour les législatives. Enfin, dernier enseignement, rien n'est acquis pour 2019. Affaibli, le MR n'est pas nécessairement en pole position pour le maintien de la suédoise 2, surtout si le déclin (léger, mais réel) de la N-VA devait se confirmer. La montée et le morcellement de la gauche enregistrés en Wallonie devraient du reste compliquer la formation d'un gouvernement fédéral face à une Flandre qui reste ancrée à droite. ■

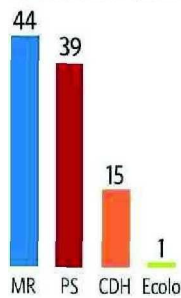
BERNARD DEMONTY

Résultats par canton* en Wallonie

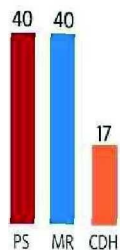
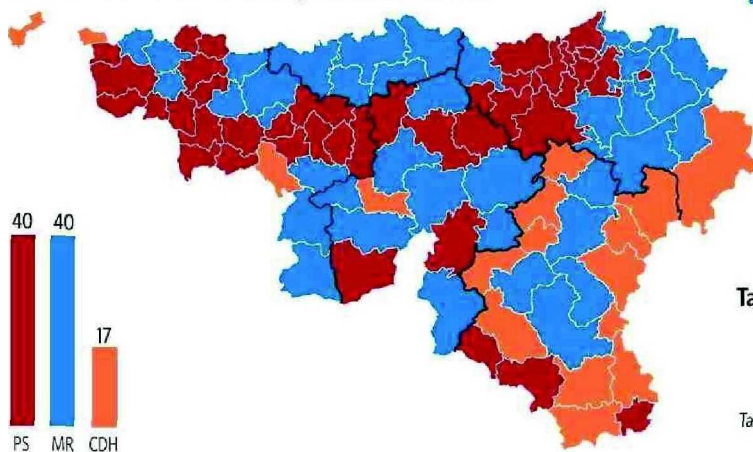
Partis dominants aux élections provinciales de 2018

■ PS
■ MR
■ CDH
■ Ecolo

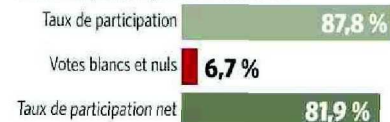
Résultats complets



Partis dominants aux élections provinciales de 2012



Taux de participation en 2012



PTB Le parti rentre en force dans les conseils communaux

Il fut beaucoup question de vague verte, dimanche soir, mais à y regarder de plus près, en Wallonie, il serait plus juste de parler de vague rouge vif: dans les communes où il a déposé des listes, le PTB a réalisé des entrées en force ou des renforcements spectaculaires de ses scores.

Voyons l'image globale d'abord, que traduisent très bien les résultats des élections provinciales, non définitifs à l'heure d'écrire ces lignes. A Liège, le PTB représente désormais 12,63 % des voix, soit une hausse de plus de 7 %. Succès aussi en

Hainaut où le PTB dépasse aussi les 10 % (11,84 %), soit une hausse de près de 10 %. Succès aussi dans le Luxembourg (+ 4,66 %, à 5,26 %) et à Namur (+ 6,76 %, à 8,86 %). Le PTB demeurera absent du

conseil provincial du Brabant wallon puisqu'il ne s'y présentait pas.

Le PTB réalise également de bons scores dans les communes wallonnes où il se présentait. Citons Herstal, où l'extrême gauche décrocherait près de 25 % des

voix, selon des chiffres provisoires. Succès aussi à Seraing, avec une croissance de 10 points pour atteindre, là aussi, les 25 %. Ces bons résultats se traduisent par l'arrivée massive de conseillers communaux dans les villes où le PTB a déposé ses listes.

Le succès du PTB est également incontestable à Bruxelles. L'extrême gauche comptera dé-

sormais 35 conseillers communaux, en partant de... deux en 2012. Le parti totalise 13 % des voix à Schaerbeek, 14 % à Anderlecht, 14 % à Saint-Gilles, 13,6 % à Molenbeek et 10 % à Forest, pour prendre les principales communes où le PTB est présent. Citons aussi Bruxelles-Ville: 11 %.

L'image qui se dégage est celle d'un PTB pesant désormais près de 10 % des voix en Belgique francophone. C'est conforme aux prédictions récentes dans les sondages, même si cette formation a été par moments créditée de près de 15 %.

Ces résultats confortent aussi le PTB

dans sa stratégie. Plutôt que de déposer des listes dans toutes les communes, pour se doter d'un ancrage local généralisé, le parti, sachant que c'était mission impossible, s'est concentré sur quelques villes, grandes ou moyennes, histoire de marquer les esprits là où le parti avait le plus de chances de l'emporter. C'est ce qui lui permet à présent de revendiquer la place de deuxième parti à Charleroi et de troisième parti à Liège et à Seraing. La formation de Peter Mertens peut à présent poursuivre sa stratégie au niveau local : créer un ancrage digne de ce nom. Parce que le PTB ne veut pas devenir une formation à grande échelle, façon N-VA, qui est devenue grande sans avoir d'ancrage local. Le PTB, lui, veut d'abord grandir au niveau local, dans une optique révolutionnaire pour ensuite émettre ses exigences à des niveaux de pouvoir plus

élevés.

Le porte-parole du PTB s'est évidemment réjoui de ce succès, dimanche soir. « En 2012, nous n'étions présents qu'à Liège et Charleroi. Aujourd'hui, l'ancrage local du PTB s'est étalé dans la région liégeoise, dans la Campine et à Bruxelles. »

L'image qui se dégage est celle d'un PTB pesant désormais près de 10 % des voix en Belgique francophone

Avec ces succès, il reste à vérifier si la formation d'extrême gauche va accepter d'entrer dans des majorités. Jusqu'ici, le parti a entretenu un certain flou sur sa volonté de prendre des responsabilités. Au niveau régional et national, la direction n'a pas dit non, mais les exigences étaient à ce point difficiles à atteindre

que beaucoup ont considéré que le parti ne voulait, en fait, pas aller au pouvoir. La situation pourrait toutefois être quelque peu différente au niveau communal. Le PTB a une « tradition » en cette matière. Il avait accepté de monter dans la coalition pour gérer le district anversois de Bergerhout, avec les socialistes et les écologistes. L'expérience, aux yeux des autres partis de cette coalition, n'a pas été négative, même s'ils ont tous souligné que cela tenait beaucoup à la personnalité de la conseillère communale du PTB, Zohra Othman.

Aujourd'hui, par exemple, le PTB est en capacité d'accéder aux responsabilités à Molenbeek. Catherine Moureaux, la tête de liste victorieuse (PS), leur a ouvert la porte. Ce sera un test pour la capacité du PTB à dire oui et, le cas échéant, à gérer une commune importante. ■

BERNARD DEMONTY

Le PTB a-t-il confirmé le succès prédit par les sondages ?

Oui.

Pas de doute à ce sujet : la percée du PTB annoncée depuis de longs mois dans

les sondages s'est bel et bien confirmée dans le premier scrutin depuis la parution des premières enquêtes d'opinion à ce point favorables. Notre dernier Grand Baromètre donnait le PTB à 13 % en Wallonie et à 9 % à Bruxelles. Nous ne sommes pas très loin de

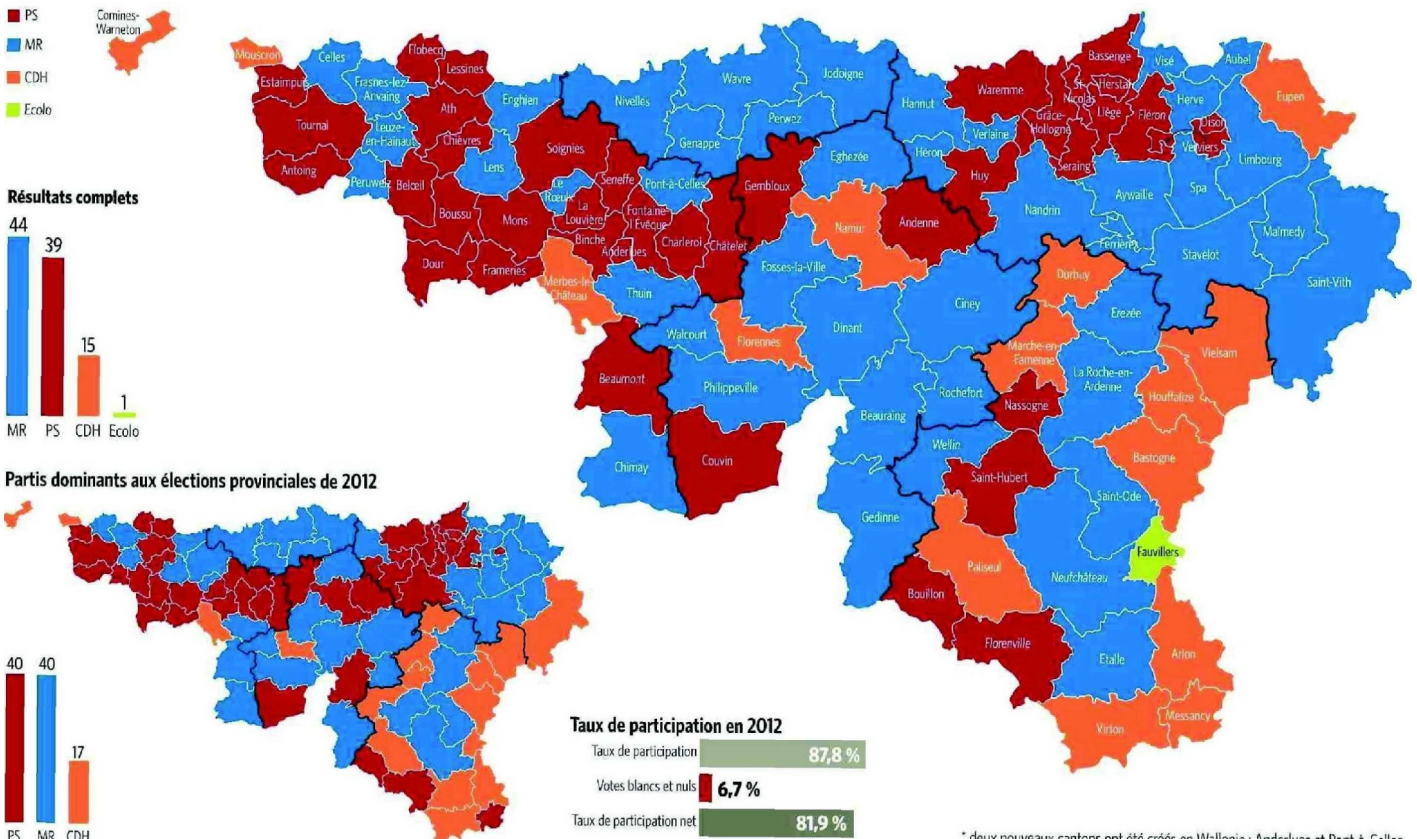
ces scores au niveau global et ils sont largement dépassés dans certaines communes. Il y a quelques mois encore, certains sondages annonçaient un PTB à 15 %, mais la bulle s'est quelque peu dégonflée, notamment parce que le PTB lui-même a tenu à faire baisser la pression.

Un trop gros score obtenu rapidement aurait forcé le parti à accepter des responsabilités, ce qu'il n'est pas prêt à faire. Un score de 10 %, comme celui réalisé ce 4 octobre, arrange donc parfaitement un parti qui ne veut pas aller trop vite.

B.DY

Résultats par canton* en Wallonie

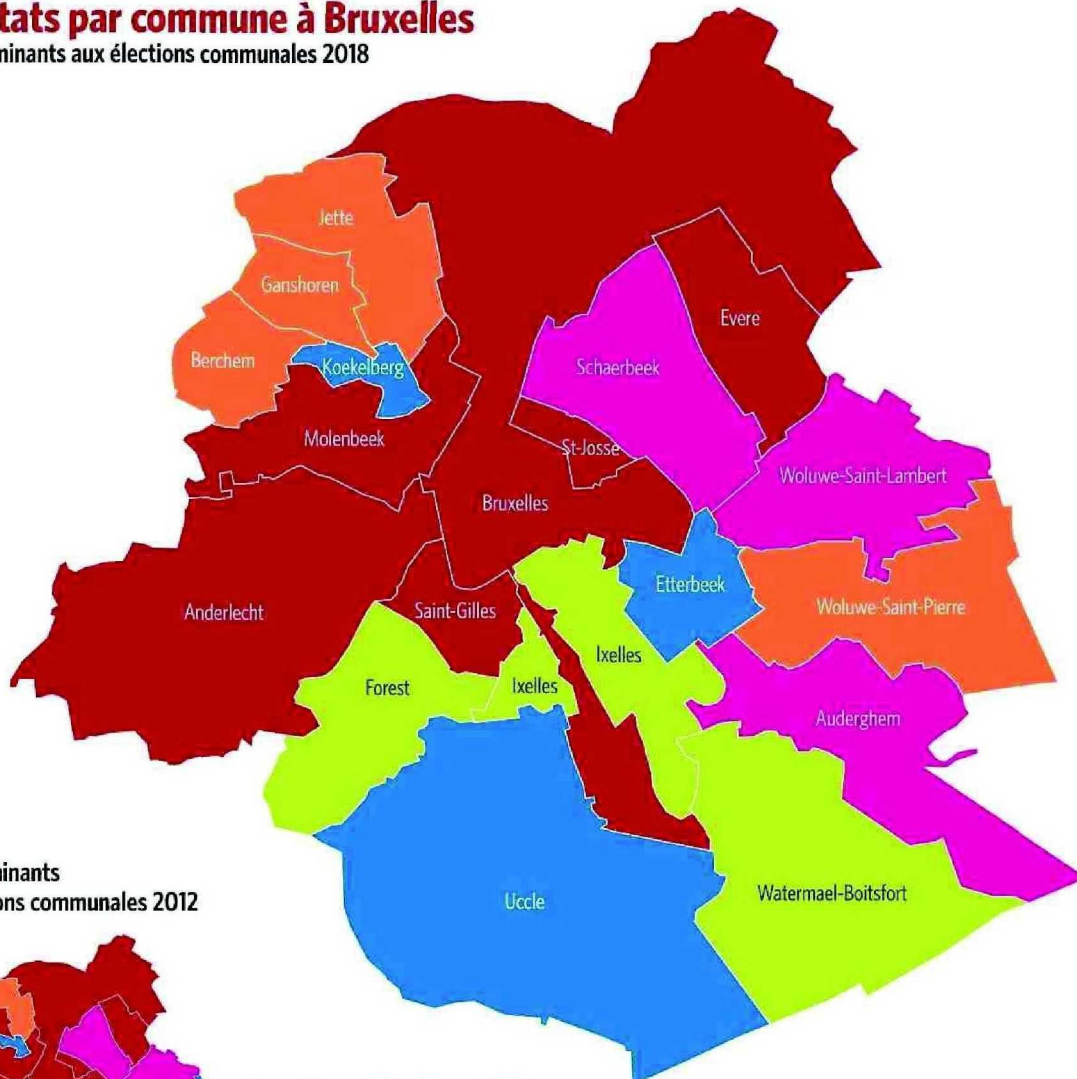
Partis dominants aux élections provinciales de 2018



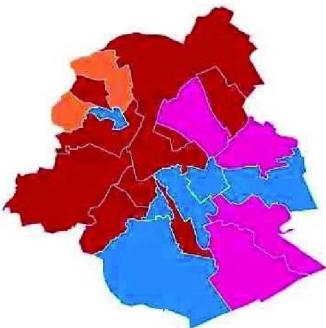
Résultats par commune à Bruxelles

Partis dominants aux élections communales 2018

- PS
- MR
- Défi
- CDH
- Ecolo



Partis dominants
aux élections communales 2012



Taux de participation en 2012

Taux de participation	82,9 %
Votes blancs et nuls	5,8 %
Taux de participation net	78,1 %

PS Les socialistes cèdent du terrain, mais restent premier parti au sud du pays

Pour le PS, le vote du 14 octobre en Wallonie donne à voir un parti globalement en recul, un peu dans les proportions indiquées par les instituts de sondage (Ipsos, pour ce qui nous concerne) ces derniers mois. Reste que le parti d'Elio Di Rupo se positionne à nouveau en tête du classement du côté francophone.

Les socialistes

sont en retrait eu égard aux communales et provinciales de 2012. Et, pour autant que le scrutin provincial représente un « baromètre » permettant d'évaluer le rapport de forces entre les

partis à sept mois des législatives de mai 2019, on constate que leur parti perd autour de 7 points dans le Hainaut, 8 dans la province de Liège, 7 dans la namuroise, 3 en Brabant wallon. Dans les communes, c'est un peu la

même tendance, baissière par rapport aux communales et provinciales de 2012, mais là aussi en sauvant les meubles. Les rouges cèdent autour de 5 points des suffrages, tout en restant dominants dans leurs bastions. A Charleroi, à Liège, le PS perd des plumes (il n'a plus la majorité absolue à Charleroi) mais se maintient largement en tête, préservant le mayorat, pour Paul Magnette d'un côté, pour Willy Demeyer de l'autre. En particulier, ce dernier était attendu au tournant après le choc des affaires ces dernières années, le scandale Publifin en l'occurrence ; il réussit son pari.

Dans les deux cas, derrière, le PTB prend des points, probablement – à peu près – ceux que le PS a cédés, ce qui tend à indiquer que la « gauche » (ajoutez les progressions des verts) reste puissante au sud du pays. Partant, on peut constater à nouveau que le fossé avec la Flandre de Bart De Wever est béant. On n'oublie pas Mons, où les socialistes là aussi descendent plusieurs marches, mais demeurent à l'aise à l'étage supérieur. Nicolas Martin sera

bourgmestre, Elio Di Rupo lance la campagne pour les législatives fédérales.

Catherine Moureaux ouvre au PTB

A Bruxelles, les résultats du PS sont contrastés, étant entendu que les belles performances dans plusieurs communes marquent les esprits. A Bruxelles-Ville, Philippe Close atteint son but : après le crash du Samusocial, les socialistes retrouvent de l'allant et se maintiennent à l'hôtel de ville.

A Molenbeek, Catherine Moureaux réédite les scores de son père autrefois, Philippe Moureaux, qui fut longtemps bourgmestre, et supplante Françoise Schepmans (MR) aux commandes de la commune dans la législature qui s'achève. La socialiste – une démarche qui peut peser dans la stratégie générale du PS pour les mois qui viennent... – tendait la main au PTB dimanche soir, qui, toujours à Molenbeek, cartonne lui

aussi. On pointera encore la progression du PS à Koekelberg, où évolue Ahmed Laaouej, chef de file à la Chambre. Même chose à Saint-Gilles, Schaerbeek, Evere, Saint-Josse...

Elio Di Rupo se lance dans les législatives fédérales

Intervenant dimanche soir au boulevard de l'Empereur, Elio Di Rupo se projette d'emblée dans la campagne suivante, en vue des législatives de mai 2019 : « *Le PS maintient son leadership. Nous restons, et de loin, le premier parti francophone. En tant que président, ces résultats me ré-*

jouissent au plus haut point (...) A Mons, je veux saluer le résultat remarquable de Nicolas Martin. Je le félicite. Il sera un excellent bourgmestre. Je me consacrerai avec force à la préparation des prochaines élections législatives, afin de remporter le scrutin de mai 2019. » Message : Di Rupo emmènera, vraisemblablement, la liste PS aux législatives fédérales le 26 mai 2019, le souci numéro un du président socialiste étant de (tenter de) déloger la suédoise de Charles Michel. ■

DAVID COPPI

Le PS a-t-il surmonté le choc des affaires ?

En partie, oui.

Globalement, par rapport aux

élections communales et provinciales de 2012, le PS a perdu des points. Mais, pour ce qui concerne le Samusocial, l'on voit bien que Philippe Close a redressé la barre à Bruxelles-Ville. Et à Liège, où l'affaire Publifin avait secoué la classe

politique et les socialistes en particulier, Willy Demeyer se maintient au mayorat, le PS est premier parti en Cité ardente, tout en reculant par rapport aux élections communales et provinciales de 2012.

D.CI

CDH Bastogne symbolise la résistance centriste au sud

Son premier défi, très personnel, celui qui le touchait le plus sans doute, Benoît Lutgen l'a gagné haut la main : il a conservé son mayorat de Bastogne alors que son propre frère, Jean-Pierre, avait constitué une liste contre lui, réunissant



quatre partis (MR, PS, Ecolo, Défi) et des citoyens. Malgré ce « tous contre lui » et ce duel fratricide, la liste du bourgmestre CDH a conservé sa majorité absolue et ses sièges de 2012 (64 %, contre 65 % en 2012, soit 17 sièges sur 25). Une belle victoire, alors que la campagne « en face » avait été menée tambour battant et que la liste

Citoyens + ne semblait guère douter de sa victoire les derniers jours.

Cela étant, Benoît Lutgen n'a pas gagné tous les paris comme président du CDH. Son parti recule dans toutes les provinces wallonnes, ce qui n'est pas forcément bon en vue des élections législatives de 2019. Mais la baisse n'est pas énorme : de 3,4 points en Brabant wallon, 3,3 à Namur, 4,4 en Hainaut et 4,8 à Liège. Et

3,3 points dans « sa » province, le Luxembourg largement dominé par les centristes, où le CDH reste toutefois le premier parti. Ce qui, reporté dans l'assemblée wallonne, lui ferait perdre 2 de ses 13 sièges.

En fait, les résultats du CDH sont contrastés mais moins mauvais que les sondages ne l'annonçaient. Benoît Lutgen l'affirme : « *Le CDH reste la troisième force par son ancrage local.* » A vérifier.

Résultats contrastés ? Voyez plutôt.

En Wallonie, le CDH sauve beaucoup de bastions et remporte même Dinant en détrônant Richard Fourneau. Exception notable : Perwez, où le président du parlement wallon, André Antoine, perd sa commune alors qu'il avait annoncé qu'il siègerait comme bourgmestre et quitterait le perchoir wallon s'il conservait le mayorat. Sa liste est en perte de 7,5 points et l'opposition lui raffe sa majorité absolue.

Par contre, le CDH conserve Mouscron et y progresse même de 2 points malgré le décès d'Alfred Gadenne, croît à Arlon ou à Gembloux. Conserve Dour. A Marche, les humanistes conservent leur majorité absolue, mais perdent 12 points. Quant à Namur, Maxime Prévot y est en léger recul, de 2,5 points, tout en gardant 11 points d'avance sur le PS.

Le CDH a-t-il démenti la chronique d'une mort annoncée ?

Oui.

Voici un an, les sondages n'annonçaient rien de bon pour le CDH : de grosses pertes en Wallonie et à peine plus que le seuil d'éligibilité à Bruxelles. Et ses adversaires se régalaient déjà devant les restes d'un parti moribond, chacun mesurant la partie du parti humaniste qu'il pourrait récupérer.

En interne aussi, le président Benoît Lutgen était contesté pour sa gestion jugée trop autoritaire et trop solitaire. Et cet été, c'est son propre frère, Jean-Pierre, qui lui portait un coup qui aurait pu être mortel en se présentant contre lui à Bastogne avec quatre partis.

In fine, Benoît Lutgen et le CDH auront évité le pire. En Wallonie, il conserve nombre de bastions, mais régresse dans toutes les provinces. Et à Bruxelles, certes, le parti recule dans une grande majorité de communes, mais il raffe un quatrième mayorat. Un tableau contrasté qui empêche de parler de défaite du CDH, même si évoquer une grande victoire serait exagéré. Mais la mort annoncée n'a pas eu lieu.

MA.D.

Bruxelles : bilan contrasté

A Bruxelles, le parti perd des voix dans la majorité des communes, mais gagne... un quatrième bourgmestre à Ganshoren, en plus de Woluwe-Saint-Pierre, Berchem et Jette. Il progresse tout de même de 9 points à Jette et de 6 à Woluwe-Saint-Pierre, où le CDH devient pour la première fois premier parti. Ailleurs, la chute est parfois lourde : de 9 points à Saint-Josse et de 11 à Boitsfort, et c'est carrément la moitié des voix que le parti perd à la Ville de Bruxelles, en l'absence de Joëlle Milquet. Dans les autres communes, le parti perd de 1 à 5 points. Mais le mayorat supplémentaire permettra d'éviter l'impression de défaite générale dans la capitale, alors qu'on y annonçait le CDH moribond...

Après avoir été secoué en interne pour sa gestion autoritaire du parti ou son « coup » du 19 juin 2017 où il avait brutalement divorcé du PS en Wallonie, après avoir été traité de traître par le PS, après avoir accumulé de mauvais sondages, Benoît Lutgen a limité la casse pour son parti. Lui affirme même écrire avec les siens « *une belle page de l'humanisme démocratique* ». Reste à voir s'il conservera grosso modo ses 135 majorités en Wallonie et 15 à Bruxelles. A l'heure de boucler cette édition, il avait 35 majorités absolues. ■

MARTINE DUBUISSON

Ecolo Le parti progresse partout. A Bruxelles, c'est la vague verte

Le succès des verts était dans l'air, il est plus fort encore à l'atterrissage. A Bruxelles surtout, en Wallonie plus modérément, Ecolo est le grand vainqueur des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018. En l'occurrence, la progression des verts est plus marquante globalement dans les communes que dans les provinces, ce qui rend compte d'un très précieux ancrage local, notamment en vue des prochains scrutins, législatifs, en mai 2019, où il faudra rebondir. Rayon communes, Ecolo se répand littéralement, on l'a dit, dans la



Région bruxelloise, pointons

Ixelles, Forest, Uccle, Saint-Gilles, Watermael-Boitsfort, sans oublier Bruxelles-Ville. Entre autres, Christos Doukeridis, chef de file à Ixelles, et Benoît Hellings, tête de liste dans la commune-Capitale, ajoutez la performance d'Olivier Deleuze à Boitsfort, sont des « hommes forts » désormais dans le paysage politique bruxellois. Quand ils ne l'ont déjà, ils briguent le pouvoir.

Du reste, dans son laïus dimanche soir, Zakia Khatabbi, coprésidente du parti, a bel et bien appelé à transformer l'essai à présent, expliquant que les verts sont tout naturellement candidats à exercer le pouvoir là où ils ont obtenu la confiance d'une part grandissante de l'électorat : « *La vague verte est là, je le dis avec beaucoup de fierté et d'émotion : les écologistes ont gagné ces élections. A Ixelles, Tournai, Mons, Theux, Luxembourg, Charleroi, ailleurs, nous progressons, parfois de plus de 10 %. Les citoyens réclament une alternative et ils ont choisi Ecolo pour cela. La responsabilité qui nous incombe est grande désormais, les citoyens veulent de "la politique autrement" et des mandataires qui se consacrent à un seul mandat. Nous appelons à respecter le signal de l'électeur et à créer là où c'est possible des majorités de vainqueurs.* »

« Les citoyens veulent de "la politique autrement" et des mandataires qui se consacrent à un seul mandat » ZAKIA KHATABBI

Revenons à la victoire : elle est limpide dans les chiffres, elle l'est aussi dans l'explication. A commencer par l'urgence climatique, qui fait la une de l'actualité tous médias confondus et marque les consciences désormais, certainement celle d'une majorité de primo-votants, on veut dire les jeunes (même s'il faudra attendre 24 ou 48 heures pour avoir des analyses fines à cet égard) qui se sont rendus aux urnes pour la première fois. En fait, il suffisait juste de tendre un peu l'oreille autour de soi ces derniers jours, dans le cercle familial, auprès des amis ou dans la rue pour voir (entendre) venir le vote vert parmi les jeunes. Confir-

Ecolo a-t-il profité de l'actualité favorable ?

Oui.

L'urgence climatique, avant cela la bonne gouvernance (on pense à la déferlante des affaires Publifin et Samusocial au milieu de la législature qui s'achève), tout cela a « joué », si l'on peut dire, en faveur d'Ecolo. Vraisemblablement, les primo-votants, soit les jeunes qui se sont rendus aux urnes pour la première fois, se sont tournés en grand nombre vers Ecolo, cela, sans doute, parce que l'urgence climatique les touche particulièrement. D'où, donc, la vague verte à Bruxelles, et la progression en règle générale en Wallonie.

D.CI

mé, donc.

Explication, toujours : avant même de capitaliser sur l'urgence climatique, Ecolo avait pris des vents favorables en Wallonie et à Bruxelles, s'agissant cette fois de ce que l'on a appelé la bonne gouvernance. Les scandales - Publifin à Liège, Samusocial à Bruxelles - qui ont secoué la classe politique en 2016-2017, singulièrement le parti socialiste, ont généré à eux seuls un « climat » favorable. Un contexte porteur où il fut question durant de longs mois de réformes dans l'exercice du pouvoir, de transparence, de décumul de mandats, autant de sujets sur lesquels les verts ont bonne réputation et aiment à faire la leçon à ceux qu'ils désignent comme les partis « traditionnels ».

Enfin, plus généralement, Ecolo tire son épingle du jeu en tant que parti d'opposition à tous les échelons, en Wallonie, à Bruxelles, à la Communauté française, au fédéral. Partout, les verts ont bataillé contre les majorités en place et se sont montrés avantageusement, on pense en particulier à Jean-Marc Nollet à la Chambre, qui s'est manifesté tant et plus dans la vive controverse ayant trait aux centrales nucléaires et au Pacte énergétique. Marie-Christine Marghem - son MR est éjecté de la majorité à Tournai au profit d'une alliance rouge-verte - peut vous en parler.

Petite ombre au tableau des verts : la performance relative de Groen au nord du pays, on pense à Anvers évidemment, où le parti écologiste flamand progresse certes, mais sans inquiéter Bart De Wever comme certains sondages avaient semblé l'indiquer ces dernières semaines. Mettre en péril le leader de la N-VA, c'était un but majeur, on en est loin. ■

DAVID COPPI

MR Erosion en Wallonie, et quelques bastions perdus

A en croire les calculs du politologue Pascal Delwit (ULB), en Wallonie, le MR serait un peu en dessous de son résultat de 2014 : soit à 24,1 % contre 25,8 % alors. Et à reporter les résultats libéraux de dimanche au niveau wallon (donc comme si l'on avait voté pour le parlement de Wallonie), le MR perdrait 3 sièges sur 25. Pas hyper dramatique, mais pas de quoi pavoiser non plus. Et un (vrai) signal tout de même à sept mois des élections fédérales et régionales.

D'autant qu'à regarder les résultats par province, le parti d'Olivier Chastel perd à peu près 4 points dans toutes les provinces wallonnes (4 à 4,7 points), sauf en Luxembourg où il est stable (+ 0,25 point). Même si les libéraux sont premier parti en Brabant wallon et à Namur, et deuxième dans les provinces de Liège, Hainaut et Luxembourg.

Mais le mouvement réformateur perd aussi l'un ou l'autre bastion. A commencer par Dinant, où le bourgmestre Richard Fourneaux est renvoyé dans l'opposition après avoir perdu 20 points par rapport à 2012. A Libramont aussi, le MR perd sa majorité absolue et pourrait se retrouver dans l'opposition. A Rochefort, l'alliance François Bellot-Pierre-Yves Dermagne cartonne (deux tiers des voix), mais c'est le socialiste qui l'emporte de 400 voix et ravit donc le mayorat.

De même, le MR rate son pari dans plusieurs villes. A Tournai, non seulement Marie-Christine Marghem ne sera pas bourgmestre, mais le MR est renvoyé dans l'opposition au profit d'une majorité PS-Ecolo. A Marche-en-Famenne, Willy Borsus n'a pas réussi à prendre la ville au CDH, faisant à peu près la moitié du score humaniste. A Liège (où les résultats finaux se font attendre), le MR resterait loin derrière le PS, et 3 points derrière son propre résultat de 2012. A Mons, malgré sa liste d'ouverture Mons en Mieux, Georges-Louis Bouchez ne gagnerait que 3,3 points, loin du PS.

Sans parler de Namur, où le MR perd 6 points. Et de Wavre, ville du Premier ministre Charles Michel, qui ne se présentait pas, où le MR recule de 14 points, tout en restant de loin premier parti.

Par contre, Jacqueline Galant se renforce à Jurbise (+ 6 points) ; la liste de Daniel Bacquelaine gagne 3 points à Chaudfontaine ; Braine-l'Alleud et Jodoigne conservent leur majorité absolue malgré des pertes en pourcent. Et le MR décroche plusieurs mayorats : Perwez, Peruwelz, Chièvres, Hélécine, Mont-Saint-Guibert, Jemeppe-sur-Sambre, Saint-Ode, Beauvechain, Lens et Hamois.

bert, Jemeppe-sur-Sambre, Saint-Ode, Beauvechain, Lens et Hamois.

Mauvaise journée à Bruxelles

Mais c'est surtout à Bruxelles que les libéraux perdent (bien) des plumes. 18 points à Koekelberg pour le bourgmestre sortant Philippe Pivin. 15 points à Uccle, après le départ pour cause de Kazakhgate d'Armand De Decker et division des bleus en deux camps (Boris Dillies et Marc Cools), mais le MR devrait conserver le mayorat. Grosse déception à Molenbeek-Saint-Jean par contre, où Françoise Schepmans perd son écharpe. Et perte de 0,5 à 3 points pour les trois autres bourgmestres MR. Le parti ne conserverait que 2 ou 3 de ses 6 mayeurs bruxellois.

Sans parler d'Alain Courtois qui perd 4 points à la Ville de Bruxelles ou d'Anderlecht où le PS reste en tête malgré les ambitions bleues.

Autrement dit : le MR, qui est au pouvoir au fédéral et en Wallonie, n'a guère tiré profit de ses participations au pouvoir. Au contraire, il s'est globalement érodé. Reste à savoir à combien de majorités il participera (c'était 182 majorités en 2012) et combien de bourgmestres il lui restera, sur 99 (soit le meilleur score francophone à l'époque). ■

Ma.D.

Le MR a-t-il tiré profit de sa participation au pouvoir ?

Non.

Seul dans la majorité au fédéral avec tous les autres partis francophones contre lui, et monté au gouvernement wallon voici une bonne année,

au moment du divorce CDH-PS, le MR est au pouvoir dans deux exécutifs importants. Mais on ne peut dire que les libéraux en ont tiré profit pour exploser leurs scores aux élections provinciales, les mieux à même de permettre une comparaison avec les élections législatives et régionales. Sauf en Luxembourg où il

est stable, le MR perd environ 4 % dans toutes les provinces wallonnes. Et à Bruxelles, le parti pourrait perdre la moitié de ses bourgmestres et est en recul dans bien des communes, même quand il a le mayorat. Reste à savoir les majorités qu'il pourra conclure en Wallonie comme dans la capitale.

MA.D.

Défi Les amarante plafonnent à Bruxelles et déçoivent en Wallonie

Pour le parti d'Olivier Maingain, ex-FDF devenu Défi fin 2015, tout reste à faire. On veut dire : l'objectif des amarantes était avant tout de s'implanter en Wallonie, au plan local, cela afin de pouvoir rebondir dans sept mois, aux législatives de mai 2019. On est loin du but. Défi émerge ici et là, il aura son bataillon de conseillers communaux wallons mais, par exemple avec moins de 6 % dans la province de Namur, 4 % dans le Hainaut, un peu moins à Liège, et 7 % en Brabant wallon, les résultats sont plutôt décevants au sud du pays.

À Bruxelles, point de force historiquement des amarantes, Défi réalise des performances souvent insuffisantes, voire des contre-performances. Notamment à Boitsfort et à Ixelles. Alors qu'à Schaerbeek, à Auderghem, à Woluwe-Saint-Lambert (où Olivier Maingain se réaffirme), le parti peut se targuer d'avoir réalisé de bons résultats. Toujours registre positif, les ama-

rantes soulignent la bonne tenue de leurs listes dans le nord de Bruxelles.

Pour Olivier Maingain, c'est l'heure des comptes. Chaussée de Charleroi, le bureau politique ce lundi matin, sera le théâtre d'une analyse approfondie des résultats et d'un échange entre leaders afin de définir la stratégie pour les mois qui viennent, en vue des législatives fédérales, régionales et européennes de mai 2019.

« Une forme de dédagisme »

Sur le plateau de la RTBF dimanche soir, Olivier Maingain se projetait dans cette campagne de 2019 : « Je continue à

penser que la politique gouvernementale fédérale, avec un seul parti francophone représenté rue de la Loi, est négative. Le MR a une responsabilité, et je soutiens qu'avec les politiques mises en œuvre durant cette législature, il a porté atteinte à la conception même du

libéralisme, à sa philosophie. Pour le reste, incontestablement, on a assisté à une forme de "dédagisme" au sud du pays, où le PTB est apparu comme le

parti qui fait un pied de nez à la majorité gouvernementale, ce qui lui a permis de marquer des points. » ■

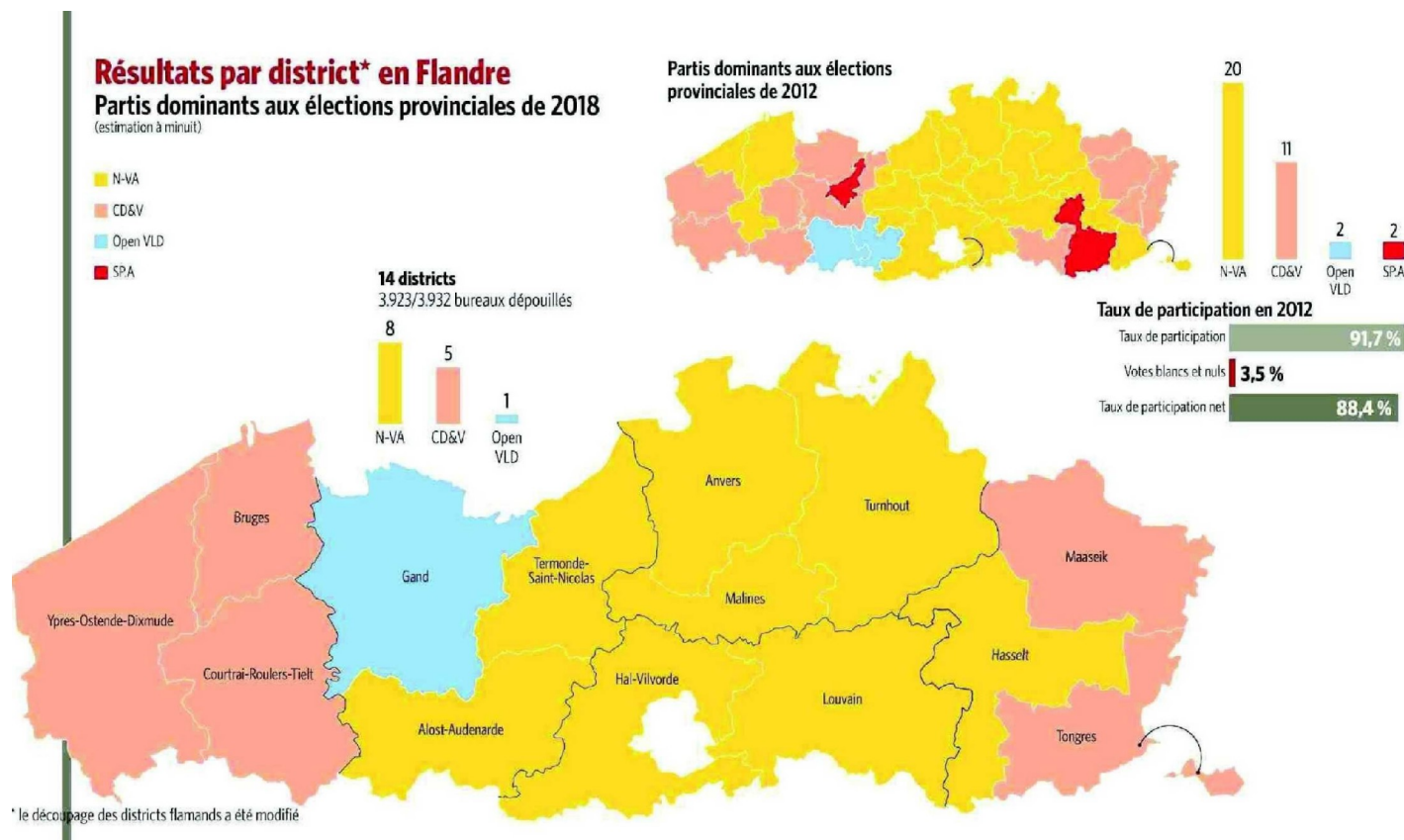
DAVID COPPI

Defi s'est-il implanté en Wallonie ?

Non.

Les amarante auront leur bataillon de conseillers communaux en Wallonie, mais ce n'est pas une armée. Les résultats aux provinciales, qui donnent à voir la puissance moyenne des partis, sont modestes : autour de 6 % des voix à Namur, un peu moins de 5 % dans le Hainaut... C'est moins qu'attendu. Ce n'est pas la vague amarante annoncée par certains il y a un an environ. Pour autant, le parti d'Olivier Maingain reste dans la compétition, notamment en vue de la formation des coalitions qui verront le jour après les législatives de mai 2019. La campagne continue.

D.CI



Flandre La N-VA gagne à Anvers, mais le CD&V tient bon

Le paysage flamand n'a pas subi le tremblement de terre des élections de 2012 où, partie de rien, la N-VA avait d'un coup raflé une présence dans 114 conseils communaux.

En 2018, manifestement, la carte flamande est stabilisée. A Anvers, la N-VA garde sa suprématie et Bart De Wever n'est pas mis en difficulté, et il devrait pouvoir reconduire sa majorité. Dans le reste de la province d'Anvers, la N-VA remporte de nombreux succès.

Ailleurs en Flandre, pas de révolution non plus. Premier enseignement : le CD&V n'a pas subi de dé-

bâcle. Le parti se maintient dans la ville d'Anvers et conserve son traditionnel ancrage local dans de très nombreuses communes. La N-VA était consciente qu'elle ne ravirait pas la première place au CD&V, mais elle espérait renforcer son ancrage local. Selon les résultats disponibles vers minuit, le parti de Bart De Wever n'avait pas atteint ses objectifs, mêmes modestes. Le paysage n'est que très peu bousculé. Le meilleur indicateur pour mesurer le rapport de forces entre partis, ce sont les élections provinciales. Et là, les tendances se confirment. Le CD&V reste dominant dans les provinces de Flandre-Occidentale et une grande partie du Limbourg. La N-VA est, elle, dominante en Flandre-Orientale, à Anvers et dans le Brabant flamand.

dité de 9,6 %, le Vlaams Belang de 8 % et la liste francophone UF de 3,8 %. Cette relative stabilité se retrouve aussi dans les résultats enregistrés dans les grandes villes. A Leuven, le SP.A sauve sa ville, même si la N-VA a progressé. On notera aussi le succès attendu de Theo Francken, qui a d'ailleurs fait tache d'huile sur des communes voisines. Dans la ville de Gand, la N-VA rêvait de mettre fin à la domination socialiste. Le parti a solidement mis à mal la majorité actuelle, des écologistes et des socialistes. Ils passent de 45,5 % à 33,9 %. Mais ils conserveront sans doute leur majorité avec le VLD.

Enfin, on relèvera aussi la croissance du Vlaams Belang, sans qu'il soit question de marée noire. ■

BERNARD DEMONTY

Derrière les deux grands partis, on notera aussi la forte progression de Groen, le parti écologiste flamand. La vague verte annoncée n'a pas atteint l'ampleur prédite par les sondages, elle n'a pas non plus l'ampleur de la percée d'Ecolo à Bruxelles, mais Groen s'installe comme le troisième parti de Flandre dans un nombre croissant de communes. A Anvers, Groen est même devenue la deuxième formation politique.

Le SPA, de son côté, subit un déclin important, mais conserve quand même quelques bastions, comme Leuven. En chiffres, en Flandre-Occidentale, le CD&V était crédité de 22,3 % des voix, soit deux points de pourcentage de plus que la N-VA (20,2 %). Les autres partis oscillaient

entre 13 et 14 %.

Groen s'installe comme le troisième parti de Flandre dans un nombre croissant de communes

Dans la province du Limbourg, le CD&V obtenait 25,7 % des voix, ce qui le place en première position, devant la N-VA avec 21,8 %, précédant le SPA (15 %), le Vlaams Belang (12,6 %), l'Open VLD (11,8 %) et les écologistes de Groen (8,4 %).

En province d'Anvers, la N-VA s'affichait comme premier parti, avec 33,6 % des suffrages, devançant le CD&V (18,1 %), le Vlaams Belang (15,1 %), Groen (12,7 %), l'Open VLD (9 %) et le SPA (6,9 %). La même situation se dessinait en Flandre-

Orientale, où les nationalistes flamands obtenaient, selon les résultats disponibles, 24,9 % des voix. Suivaient le CD & V, avec 20,2 % des suffrages, le Vlaams Belang (15,7 %), l'Open VLD (14,7 %), Groen (12,7 %) et le SPA (8,7 %). En Brabant flamand, la N-VA apparaissait en première position, avec 25,8 % des voix, devant un trio composé du CD&V (17,1 %), de Groen (16,1 %) et de l'Open VLD (16 %). Le SPA était créé

La N-VA a-t-elle renforcé son ancrage local ?

Il n'est pas encore possible de répondre à cette question avec

certitude. Mais la N-VA n'a, en tout cas pas renforcé cet ancrage local de manière spectaculaire. Le parti de Bart De Wever a conforté ses places fortes, comme Anvers et alentours (« *Nous sommes le plus grand parti de cette ville* », scandait Bart De Wever dimanche soir), mais il n'est pas parvenu à renverser la domination historique du CD&V. En réalité, la N-VA est un parti qui a grandi très vite, mais sur des thèmes nationaux, comme les combats pour l'autonomie flamande ou l'immigration. Le parti rêve à présent de devenir le premier parti de la rue du Village, mais cet objectif n'est pas encore atteint, ce dimanche 14 octobre.

B.DY

DROITE EXTRÊME

Le Parti populaire ne convainc pas

Le Parti populaire (PP) de Mischaël Modrikamen présentait ce dimanche 51 listes communales et

30 listes provinciales. C'est la première fois qu'il mettait en place un tel dispositif. Une démonstration de force à l'échelle de ce petit parti. Et une manière de confronter ses thèses anti-establishment et anti-immigration à l'électorat wallon et bruxellois.

Avec quels résultats ? Aux neuf dixièmes du dépouillement, le PP était pointé à 4,5 % à Charleroi, la ville où il a tenu son congrès fondateur en 2009. A Namur, il se traînait à 1,7 % (résultat définitif). A Ottignies-LLN (2,43 %) et Mons (2 %), il décollait péniblement. A Mouscron et à Sambreville en re-

vanche, il oscillait entre 4 et 5 %. En Région bruxelloise, le PP a culminé à 3,52 % à Watermael-Boitfort, la commune où réside son fondateur Mischaël Modrikamen. A Namur, la montée au créneau du Parti populaire a pris un tour rocambolesque. Six personnes se sont retrouvées sur sa liste sans leur consentement. Si tel est le cas, le PP « *prendra toutes les mesures à l'encontre des personnes à l'origine du problème* », promet-il. Le PP affirme avoir les signatures de tous les candidats qui se sont présentés sur sa liste namuroise. Toutefois, selon L'Avenir et Sudpresse, les personnes concernées suivaient un cours de zumba et soupçonneraient une autre participante, présente en bonne place sur la liste du PP, de les avoir inscrites sans les avertir. Les victimes ont déposé plainte.

P.MA



WALLONIE

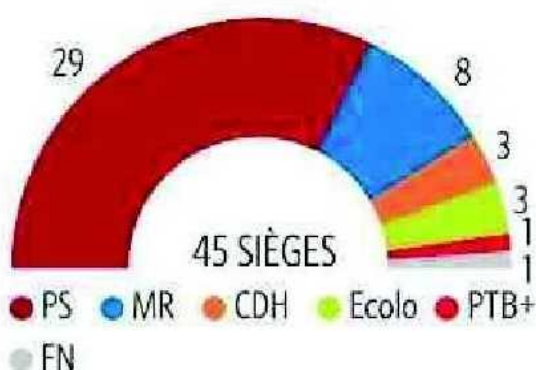
MONS

La majorité absolue du PS
sauvegardée de justesse,
Nicolas Martin deviendra
bien bourgmestre

Mons Bureaux dépouillés **29/30**
2018 (00h15)



2012



C'est Elio Di Rupo en personne qui l'a dit, et cela vaut parole d'évangile : « *Nicolas Martin fera un excellent bourgmestre de Mons.* » Il était 22h30. Le président du PS s'exprimait depuis le siège de son parti, à Bruxelles. Les résultats de Mons tombaient au compte-gouttes. Les voix de préférence n'étaient pas attendues avant le milieu de la nuit. Et pourtant, l'affaire est entendue : l'actuel premier échevin ceindra bien l'écharpe maïorale le 3 décembre prochain, après trois mandats exercés par Elio Di Rupo.

Dès la fin de l'après-midi, les informations remontées des bureaux de dépouillement faisaient état d'une avance de Martin sur Di Rupo. Par sa déclaration solennelle et ses félicitations à son colistier-adversaire, l'ancien Premier ministre a mis un terme à toutes les supputations. Non seulement, il ne ravira pas le maïorat revendiqué par son cadet, mais il apparaît en outre qu'il réalisera un résultat personnel en retrait de celui de la tête de liste, ce qui était globalement attendu.

Le PS restant le premier parti à Mons, les socialistes restent incontournables pour la constitution d'une nouvelle majorité, seuls ou en s'ouvrant à un partenaire. Mais le décret wallon est clair : nul ne pourra contester à Nicolas Martin le droit de devenir bourgmestre de sa ville à 42 ans. Il achèvera son mandat de député wallon et ne revendiquera pas de siège parlementaire le 26 mai prochain.

Vainqueurs : Ecolo et Mons en Mieux !

Comme ailleurs en Wallonie, Ecolo fait figure de grand vainqueur à Mons : Charlotte De Jaer et les siens devraient rafler au moins six sièges alors qu'ils n'en détenaient que trois depuis 2012. Ils pourraient grimper de 8,8 à 13 ou 13 %. Ce résultat (une représentation doublée) serait histo-

rique pour les verts.

La liste « Mons en Mieux ! » menée par le libéral Georges-Louis Bouchez est elle aussi en progrès, même s'il faut comparer les résultats de ce projet d'ouverture avec ceux du seul MR en 2012 et ses huit sièges : Mons en Mieux était hier soir en mesure de remporter 10 voire 11 sièges, en passant de 18 à 21 ou 22 % des voix, ce qui est au-delà de l'objectif initial. Si on le compare à la plupart des résultats libéraux dans les grandes villes wallonnes, le score de cette liste est somme toute remarquable. Bouchez marque les esprits.

Du côté des perdants cette fois, on classera (toujours avec prudence) le CDH de l'échevine de la Culture Savine Moucheron : les humanistes perdent des plumes (de 8,7 à 6 %) et sans doute un ou même deux de leurs trois derniers sièges au conseil communal.

Mais tous les regards portaient forcément vers le résultat du PS, qui détenait une majorité absolue de 29 sièges sur 45.

Une majorité confortable, sans doute, mais cela n'aura peut-être été qu'une apparence dans la mesure où Mons en Mieux, Ecolo et

le PTB (en progression à 8 %, et passant d'un seul à trois sièges) ont grignoté pourcentages et sièges de concert, ce qui était attendu.

Tout au long de la soirée, les socialistes de Nicolas Martin et Elio Di Rupo ont donc flirté avec la perte de la majorité absolue en sièges, selon que les bulletins dépouillés provenaient de la banlieue industrielle de la ville ou du centre historique et des villages périphériques. En fin de soirée, les tableaux annonçaient encore 24 sièges pour le PS qui chute de 55 à 45 % des voix, un mauvais résultat que Georges-Louis Bouchez considérait très rapidement comme « *problématique* ».

Vers une majorité entre PS et Ecolo

Que fera le PS montois et le nouveau bourgmestre Nicolas Martin de cette majorité étriquée ? En attendant que les résultats se stabilisent définitivement, le maintien de la majorité absolue en sièges semble une certitude. Les socialistes chercheront sans doute à la conforter en s'associant à un partenaire fiable. Sans doute plus le CDH sur la pente descendante à Mons. Et assurément pas Mons en Mieux tant les divergences de vues et les oppositions personnelles sont profondes entre Nicolas Martin et Georges-Louis Bouchez.

Dans ces conditions, Ecolo fait presque figure de partenaire naturel, de premier choix en tout cas. Charlotte De Jaer, la tête de liste, peut faire valoir la victoire de ses troupes. Mais au cours de la campagne, les verts ont annoncé plusieurs fois que s'ils devaient monter dans une majorité, ce serait avec des exigences fortes. Il faut sans doute s'attendre à de longues négociations dans le chef-lieu du Hainaut à l'inverse de ce qui s'est produit dès dimanche soir à Tournai où PS et Ecolo ont conclu un accord de majorité. ■

ERIC DEFFET

ÉCLAIRAGE**« Mons en mieux ! » :
un pari gagné
ou perdu ?**

Georges-Louis Bouchez et la liste Mons en Mieux ! sont en progrès par rapport aux résultats réalisés par le seul MR en 2012. Progression en sièges, de 8 à 10 ou 11, et progression en voix, au-delà de la barrière des 20 % qui faisait figure d'objectif. Une certitude : ce projet politique original aura contribué à réduire l'influence du PS, mais sans doute pas en le privant de sa majorité absolue, ce qui était une ambition avouée. Rien que pour ce rééquilibrage, cette expérience venue de nulle part et portée à bout de bras par l'ancien échevin aura été un succès.

Et pourtant, il doit y avoir chez Georges-Louis Bouchez un goût d'inachevé. Ebranlé, le PS n'est pas à terre et si les socialistes doivent se choisir un partenaire de majorité, il ne s'agira pas du libéral et de ses troupes. Dans les rangs socialistes, Nicolas Martin et Elio Di Rupo refusent de relancer l'expérience d'un collège communal constamment sous tension.

E.D.

LIÈGE

Le PS devrait faire ses adieux au CDH

C'était une des grandes inconnues des communales en Wallonie : à Liège, les socialistes allaient-ils reconduire le mariage, conclu il y a 30 ans déjà, avec le CDH ? Ou, négligeant un partenaire que l'électeur ne semble plus trouver aussi glamour qu'au temps de sa grande jeunesse, le PS allait-il devoir tourner le regard vers de nouveaux venus ? Ce point d'interrogation n'a finalement pas été levé : à l'heure de boucler cette édition, seule la moitié des bureaux de vote (30 sur 60) avaient été dépouillés. Insuffisant pour deviner la couleur de la prochaine coalition. Mais assez pour dresser un premier bilan, qui n'a évidemment rien d'une prédiction de ces résultats définitifs qui ne sont donc pas attendus avant lundi matin.

Dimanche en fin de soirée donc, le PS de Willy Demeyer accusait certes une baisse de régime (-7,2 %, soit 4 sièges de moins) mais restait loin devant le MR (rebaptisé MR pour Liège) de Christine Defraigne, lui aussi en perte de vitesse.

En chute aussi et surtout, le

CDH : faisant place belle à la jeune génération d'humanistes mais manquant du coup de vieux briscards rassembleurs de voix (l'échevin Michel Firket poussait la liste et qui plus est, a été affaibli par les mots peu aimables récemment tenus à l'égard d'une conseillère MR), les humanistes auront du mal – toujours sur la foi de résultats très provisoires – à justifier leur présence dans une majorité puisque relégués à quatrième place. Loin derrière le PS et le MR donc mais aussi sensiblement distancés par Vert Ardent (le mouvement qui, en Cité ardente, a succédé à Ecolo) et surtout par un PTB en grande forme – comme partout en Wallonie.

Vert Ardent ou le MR ?

« Même si les résultats restent très partiels, il est difficile d'imaginer que puisse être reconduite une majorité PS-CDH, confirme Pierre Verjans, politologue à l'ULiège. De la puissance du PS lorsque seront connus tous les résultats, du nombre de sièges finalement

conservés, va dépendre sa capacité de former une coalition. »

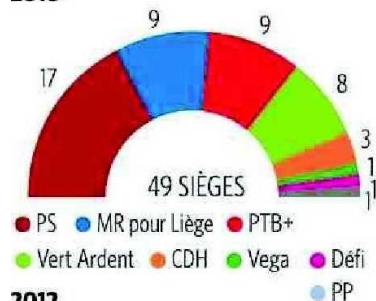
Le PS liégeois étant peu demandeur d'un rapprochement avec le PTB, il est plausible d'imaginer la formation d'une nouvelle majorité avec le MR ou avec Vert Ardent. Une bipartite donc qui, quelle que soit sa forme, suffirait pour remplir la moitié des sièges du conseil communal.

Ces résultats provisoires faisaient aussi état d'un siège maintenu par Vega et d'un siège gagné par Défi. Le Parti Populaire, lui, avait son siège en balance.

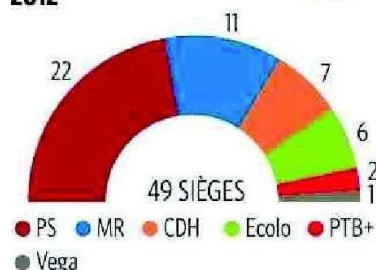
Si une alliance avec cet autre parti de gauche qu'est Vert Ardent semble plus naturelle pour le PS, rejeter le MR le priverait par contre d'éventuels soutiens et relais dans les niveaux de pouvoir supérieurs, que ce soit à la Région ou au fédéral. En considérant que les élections provinciales restent le meilleur baromètre de ce qu'il pourrait advenir en mai 2019, le MR reste un allié de poids puisque crédité du second score (après le PS) à la Province. ■

Jo. Ma.

Liège Bureaux dépouillés **33/60**
2018 (Minuit)



2012



Le PS sauve sa majorité absolue, malgré la forte percée du PTB

RÉSULTATS PROVISOIRES

Défi et le PP font leur entrée au conseil

PS. Avec 41,30 %, le PS reculerait de 6,39 %. Il passe de trente à vingt-six sièges sur les 51 à attribuer.

PTB. Six ans après l'entrée de sa première élue, le PTB atteint 15,69 % (+ 12,27 %). Il disposera de neuf

conseillers communaux.

MR. Le MR recule à 11,23 % (- 5,05 %). Il lui reste six de ses neuf élus.

C+. La liste emmenée par les deux échevins CDH sortants obtient 7,60 % et quatre conseillers. Soit 2,99 % et deux sièges de moins que la liste centriste, six ans auparavant.

Ecolo. Avec 7,42 %, les verts

stagnent avec 0,05 % de plus et restent bloqués à trois élus communaux.

Défi. Le FDF obtenait 1,81 % voici six ans ; Défi enregistre cette fois 5,15 % (+3,34 %) et élit deux conseillers.

PP. Avec 4,52 %, le PP fait son entrée au conseil communal de Charleroi, avec un premier mandataire dans la métropole.

PLT

REPORTAGE

C'est tout un symbole. En ce soir du 14 octobre, la Maison des Huit Heures – la maison du peuple de Charleroi, située à deux pas de l'hôtel de ville – résonne de musique et d'éclats de rire. Comme aux plus belles heures du PS local. Mais devant ce haut lieu des luttes ouvrières sambriennes, deux étendards du PTB marquent l'entrée.

À l'intérieur, le public a l'air également d'avoir traversé le temps : c'est la gauche ouvrière qui, jadis, chantait l'internationale dans les congrès socialistes. Elle est là, attablée, une bière ou un CTS sur le sous-bock. Et quand Germain Mugemangango, le porte-parole du parti de la gauche radicale, prend la parole, il est applaudi.

« Si vous voulez savoir pourquoi M. Magnette reporte sa prise de parole, c'est parce qu'il veut d'abord savoir s'il est en dessous ou au-dessus des 40 % », lance le « chauffeur de salle » d'un soir. Eclats de rire à nouveau. L'ambiance est à la fête. Et il y a de quoi. Le PTB pesait à peine une élue voici six ans, avec l'entrée de Sofie Merckx au conseil commu-

nal ; les projections de fin de soirée lui en promettent neuf. Conjuguée au recul du MR, qui passerait de neuf à six élus, cette percée fait virtuellement de la formation marxiste le deuxième parti de la métropole. Un signal ? Non, un séisme pour la classe politique traditionnelle.

« Nous avons pu imposer des thèmes pendant la campagne, comme le logement social », se félicite la conseillère sortante et tête de liste. Fort de son succès, le PTB s'attend à être contacté par Paul Magnette pour un premier tour de table. En attendant, dans cette Maison des Huit Heures symboliquement reprise au PS, on fait la fête... et les comptes. « Il nous fallait 24.000 euros pour financer notre campagne ; grâce à vos dons, nous en avons reçu 14.000, lance Sofie Merckx. Alors continuez à nous soutenir. Et mangez des pâtes », lance-t-elle en invitant les militants à consommer les cornets servis par un food-truck installé sur le trottoir de la place Charles II.

Mais si la politique se nourrit de sym-

boles, elle vit surtout d'arithmétique. Non loin de là, au Bois du Cazier, la liste C+ boit du petit-lait. On ne donnait guère de chance à cet assemblage imaginé par Eric Goffart et Mohamed Fekrioui, les deux échevins sortants. Finalement, avec quatre élus, ils restent en mesure de faire l'appoint à une majorité socialiste, forts d'avoir bien travaillé dans la majorité sortante, plus encore que d'avoir limité les dégâts ce dimanche.

Un peu plus haut dans la ville, le MR contemple les dégâts. Sans explication sur ce recul de trois sièges par rapport à ce que l'on pensait être son socle électoral. Avec six élus, les Réformateurs restent devant les centristes et les verts. Mais ils ne sont plus en deuxième place. Sans explication ou plutôt, avec plusieurs explications pour ce revers. La participation au fédéral payée cher dans une ville où la dégressivité et l'exclusion des allocations de chômage, on sait ce que cela fait ? La campagne où l'échevin Cyprien Devillers, tête de liste en succession d'Olivier Chastel, n'a guère été épargné par Paul Magnette ? La percée

du Parti populaire sur la droite, encouragée par les thèmes chers à la... N-VA ? Il y aura matière à analyse dès ce début de semaine.

Les cogitations iront bon train chez Ecolo également. Le *trend* était positif pour les verts qui, en sus, avaient renouvelé leur tandem de tête. Mais à Charleroi, d'élections communales en élections communales, l'opposition ne profite guère aux écologistes qui peinent à se replumer sur le dos de la majorité. Est-ce un problème de campagne ou d'électorat ? Dimanche soir, à la rue Lebeau, on en était encore à espérer un quatrième siège afin de pouvoir se placer en ordre utile pour une éventuelle coalition construite autour du PS.

Car ainsi en va-t-il des soirées d'élections. Dès que l'électeur a parlé, dans cette cacophonie signifiante qui fonde chaque scrutin, les élus reprennent les signes émis pour fonder négociations et rapport de forces. Qu'en sera-t-il cette fois ? Mystère. Avec 25 voire 26 sièges, le PS a plus que jamais la main. Paul Magnette consultera sans doute les principaux partis, voire l'ensemble des formations en présence. Histoire de sonder les intentions des uns et des autres, plus encore que leurs revendications.

On devine que le PTB mettra la barre très haut, fort de son résultat. Trop haut ?

Ce n'est pas impossible

On devine que le PTB mettra la barre très haut, fort de son résultat. Trop haut ? Ce n'est pas impossible. Car si les autres partis rêvent de « mouiller » la gauche radicale à l'exercice du pouvoir afin de la nettoyer du vote protestataire qui l'habille, celle-ci sera peu encline à se laisser piéger à moins d'un an d'une autre échéance électorale. Dès lors, restent le MR, C+ et Ecolo. Quelles leçons tirer du scrutin afin d'envisager avec qui il vaut mieux travailler ? Dimanche soir, Paul Magnette cogitait sur cette question, repoussant son discours au-delà de 22h30. ■

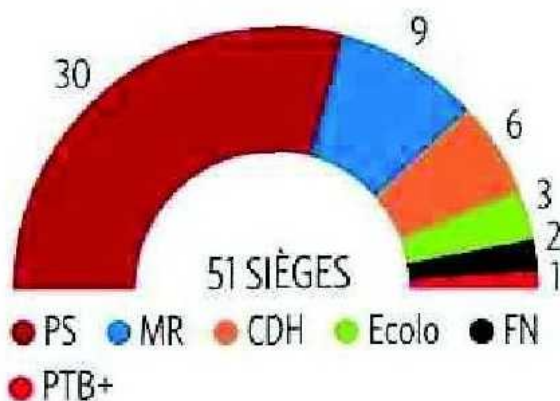
PASCAL LORENT

Charleroi Bureaux dépouillés 60/62 (Minuit)

2018



2012



Prévot a réussi son pari

CANDIDATS FANTÔMES

Menaces d'invalidation du scrutin

C'est la question qui a couru dans les états-majors des partis namurois dimanche après-midi: le scrutin pourrait-il être considéré comme non valide suite à la présence de cinq candidats fantômes sur la liste du Parti populaire (PP)? Explication:

deux plaintes ont été déposées ce week-end à la police par deux personnes qui ont découvert que leur nom figurait, sans l'avoir demandé, sur la liste PP. Il semble que ce ne soit pas l'unique cas sur cette même liste, et l'on serait en présence de 5 candidats fantômes. De quoi annuler les élections et imposer d'organiser un nouveau vote? Selon le SPW, qui reste extrêmement prudent à ce stade, tout est affaire

de proportionnalité. Une plainte peut être introduite par une autre liste auprès du gouverneur, qui sera ainsi saisi et appelé à statuer. Quoi qu'il en soit, vu le résultat final du PP, l'affaire ne devra avoir aucune incidence réelle. Par ailleurs, le PP assurait qu'il disposait bien de documents signés. Une enquête devrait être lancée sur les conditions dans lesquelles ces signatures ont été recueillies.

Namur



L. SC

Après un tiers des résultats électoraux dépourvus dans la capitale wallonne, les tendances de fond se dessinaient déjà. Plus tard dans la soirée, lorsque tous les bureaux étaient dépourvus, rien n'avait fondamentalement bougé. La majorité sortante CDH-MR-Ecolo sort affaiblie du scrutin. Mais affaiblie seulement, globalement elle ne perd qu'un siège, en considérant que numériquement sa prépondérance était confortable. Et qu'en face, chez le seul parti qui aurait pu faire vaciller le trio, à savoir le PS, la défaite est cuisante. Deux listes tirent de chauds marrons du feu: Défi et le PTB.

Le conseil communal namurois compte 47 sièges. Les résultats définitifs donnent 16 sièges pour le CDH (un statu quo), 9 pour Ecolo (qui en gagne 3 et devance du coup les réformateurs dans la tripartite), 6 pour le MR (qui en perd 4), et 9 au PS (qui en avait 15). Au rang des forces politiques installées, les verts sortent grands vainqueurs, comme ailleurs en Wallonie ou à Bruxelles. Défi, qui n'a jamais encore siégé dans l'enceinte namuroise, fait une entrée pour le moins remarquée avec 4 sièges d'un coup. Le PTB, qui lui non plus n'avait aucun représentant, décroche 3 sièges.

Reste que Maxime Prévot, grand partisan de la reconduction de la tripartite a réussi son pari: garder une majorité forte avec les trois listes, maintenir le CDH premier parti, et être l'homme fort du CDH, entendez garder l'écharpe maïorale...

La tripartite repart pour six ans

Bref, puisque les « petites listes »

sont dispensables, et que le PS vit une débâcle, la tripartite qui est en place depuis 12 ans (à l'époque de son installation le bourgmestre était encore Jacques Etienne), va repartir pour un tour. Les trois partenaires l'ont d'ailleurs annoncé très officiellement. Tout est donc dans la réorganisation interne du collège qui doit tenir compte des changements de force:

moins de bleu et plus de vert. Parmi les échevins réformateurs, qui va sauter? On n'imagine pas qu'Anne Barzin ne rempile pas comme échevine, sans doute une deuxième figure avec elle. Par contre, au-delà, les places ne sont aucunement assurées... La patronne des réformateurs, à l'issue des résultats, se disait « *déçue des scores enregistrés. Nous avons pourtant un bon bilan, et nos militants se sont très fortement impliqués dans cette campagne. Par la suite, nous devons analyser plus en profondeur ces résultats. Je pense que, tout de même, le résultat de Défi est une partie de l'explication.* » Maxime Prévot, tête de liste CDH, et Philippe Noël, tête de liste Ecolo, avaient évidemment toutes les raisons d'être satisfait pour le premier, et enjoué pour le second. Les trois ténors

de la coalition s'accordaient également pour souligner que, si l'arrivée de Défi était notable et que la question d'un élargissement de la majorité aurait pu se poser, c'est bien « *le manque de clarté du projet politique porté par Défi* » qui a écarté cette éventualité.

De manière plus générale, la politique impulsée par Maxime Prévot a incontestablement reçu le laisser-pas-

ser des électeurs. Une politique marquée par de grands projets pour Namur: le téléphérique, la passerelle sur la Meuse (qui est déjà en place, pas encore accessible mais qui le sera bientôt), l'aménagement du Grognon, le réaménagement de l'esplanade de la Citadelle. Sans doute la majorité paye-t-elle tout de même le controversé projet de centre commercial. Et on le note, au sein du trio, c'est le MR, historiquement proche des commerçants, qui paye les pots cassés. D'un autre côté, on ne peut vraiment pas dire que le PS en aura profité.

Une campagne délétère

La campagne aura été particulièrement rude en terre namuroise. L'ancien bourgmestre PS de Namur Jean-Louis Close et sa compagne qui se font agresser en pleine rue. La façade des locaux du MR taguée du mot « collabo ». Une candidate de Défi, Myriam Gourdange, qui sur les réseaux sociaux a traité la tête de liste PS Eliane Tillieux de « Mongole » avant de se faire exclure par les instances de son parti. La campagne électorale namuroise de 2018 aura été particulièrement délétère, avec des faits graves qui font passer cette histoire de « tracts d'Ecolo volés » - finalement un qui-proquo sans conséquence - pour une peccadille. La tête de liste PS Eliane Tillieux avait lancé un appel à l'apaisement, plus ou moins suivi.

Reste à savoir encore si l'histoire des « candidats fantômes » de la liste PP aura une incidence quelconque sur le scrutin (lire par ailleurs). Mais a priori, non. ■

LUC SCHARÉS

Benoît a largement gagné la bataille des Lutgen

REPORTAGE

Dimanche presque ordinaire à Bastogne. Sur la place McAuliffe, le chaland évolue entre magasins de fringues, marchands de gaufres et dégustations de spéciales... Comme à l'accoutumée les gamins prennent d'assaut le célèbre char américain vestige de la bataille des Ardenes.

Dimanche ordinaire... Sauf que cette fois-ci la bataille s'est jouée dans les urnes. Au coin de la place, dans la cour du magnifique siège d'Ice-Watch, un chapiteau attend les militants. Bar ouvert. Traiteur bientôt disponible. Dans les bureaux voisins, bien gardés par une société privée, Jean-Pierre Lutgen analyse avec sa garde rapprochée, les premiers résultats officiels, arrivés en direct des bureaux de dépouillement. Pas bons. Pas bons pour lui en tout cas. Vers 17 h, les jeux sont faits à la seule lumière des chiffres glanés dans le premier bureau qui vient de finir son décompte : 63 % pour la liste du président du CDH, Benoît Lutgen. 33 %, seulement, pour son frère Jean-Pierre. Quelques brouilles pour les deux autres listes incomplètes.

C'est la douche froide pour le CEO d'Ice-Watch qui a jeté dans cette bataille électorale avec son frère cadet, toute son énergie. Et de l'énergie il lui en a fallu pour rassembler autour de sa personnalité - attachante mais clivante - l'essentiel des forces politiques locales qui ne se recommandent pas du CDH : MR, Défi, PS et Ecolo ont uni leur destin sous la bannière « Citoyens positifs ». En face, confiant mais prudent, le frère cadet a troqué le sigle CDH de 2012 pour « Liste du bourgmestre CDH ». Avec l'équipe au pouvoir, ils ont joué sur leur bi-

lan et ils ont gagné. Les autres ont uni leur destin mais ils ont sévèrement perdu.

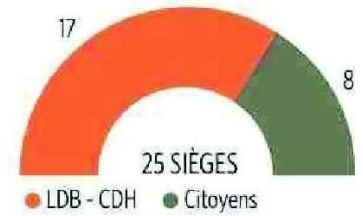
Perdu ? Sur le coup de 18 h 30, le non initié passant devant le chapiteau planté chez Ice-Watch aurait pourtant déduit le contraire. Littéralement porté par les incessants applaudissements de ses supporters, large sourire aux lèvres, le leader de la liste « Citoyens positifs » prend la parole entouré de ses colistiers. Et feint un peu d'humour : « On croirait presque on a gagné... Mais voilà, les Bastognards ont parlé, le résultat est à ma connaissance sans appel. Je félicite donc mon frère pour ce résultat... » Il y a, oui, un vrai trémolo dans la voix. Dans l'assistance une dame ne peut retenir un « oh » admiratif pour cet exercice de gentleman. Mais tout est dit déjà. « Le changement tant espéré par certains n'a pas convaincu la majorité des Bastognards. C'est un échec que j'assume personnellement. Bastogne a manifestement préféré la stabilité au changement. »

La victoire sans appel du CDH

À 500 mètres de là, dans le gymnase d'une école catholique de la ville, le CDH fête la victoire dans une ambiance bonenfant. Cornets de pâtes et boissons fraîches. Alors que la tête de liste se fait attendre on sort des caisses les banderoles « CDH Benoît Lutgen CDH » que le public s'arrache. La jeune candidate Coralie Bonnet, collaboratrice de la première heure, fidèle parmi les fidèles, passe du stress à l'apaisement. Alors que Benoît Lutgen, se fraye un passage dans une foule compacte, les applaudissements succèdent aux cris d'encouragement. « Notre équipe d'ouverture et de projet remporte ici à Bastogne une

Bastogne

2018



2012



magnifique victoire. Merci à tous les Bastognards pour la confiance large et renforcée. Merci à tous les candidats, les bénévoles, les membres, les citoyens qui se sont mobilisés avec une magnifique énergie. Merci aussi à titre personnel à tous ceux qui, dans mon entourage plus intime m'ont soutenu, les amis et ma famille. » Pas un mot pour son frère ? Pas nommé - fidèle à son habitude Benoît Lutgen ne parle jamais, ou si peu, des différends familiaux en public - mais ceci de même : « Merci à tous les autres candidats qui ont mené une campagne digne et respectueuse (...). Dès demain nous serons sur

le pont pour une Bastogne plus humaine innovante, plus sûre, plus attractive, plus belle et tout simplement plus forte. »

Dans la salle, les militants - à Bastogne ils vont de 7 à 77 ans - ne cachent pas leur satisfaction. « Pour Benoît hip, hip, hip... » Puis, ils se laissent aller. « Franchement, on a eu un peu peur. On sentait bien que ça irait mais on ne s'attendait pas à un tel résultat. » C'est que, comme le disait Jean-Pierre Lutgen une heure et demi plus tôt, le résultat est sans appel : 64 % des voix (contre 65 en 2012) et 17 sièges conservés. Même Benoît, pourtant confiant, ne s'y attendait pas tout à fait.

Benoît mais pas son père, Guy, ancienne figure de proue du PSC, ancien ministre qui a donné le virus de la politique à ses deux fils. Mais n'en a ouvertement soutenu qu'un seul dans cette campagne. Au cœur de deux anciennes cartes de visite du Sénat, bien scellées avec du papier collant, il avait inscrit son pronostic : 63 %. Benoît en a fait 64. ■

ERIC BURGRAFF

EN BREF

Ice-Watch devrait quitter Bastogne

Aventure politique terminée à Bastogne. Et aventure économique aussi ? Le patron d'Ice-Watch - en délicatesse avec la commune pour des tracasseries urbanistiques, tout

autant qu'avec les tracasseries administratives à la belge - n'a jamais caché son intérêt potentiel pour d'autres lieux. Mêlant projet économique et politique il a annoncé à la couleur : « Mon avenir est maintenant en dehors de Bastogne ». Il a précisé ses intentions dimanche dans la soirée sur TV-Lux : « Mon avenir n'est plus à Bastogne. Dans ma

tête ma décision est prise. Le choix est plus que clair pour moi. Dans l'état actuel des relations avec les autorités communales, je ne pense pas que ce soit une bonne chose pour moi de rester. La décision est prise dans ma tête mais je dois voir avec mes équipes la façon dont elle va pouvoir s'implémenter. »

E.B.

TOURNAI Marghem €: Demotte en prennen pour leur grade

Le grand chambardement. À Tournai, la soirée électorale a été riche d'incertitudes et de surprises. Le premier enseignement à tirer des urnes est que les partis au pouvoir jusque-là, le PS et le MR, ont été sanctionnés par les électeurs. Le PS qui présentait une liste renouvelée et alléchante espérait maintenir ses 18 sièges sur 39 au conseil communal. Et secrètement, les socialistes envisageaient même de gagner l'un ou l'autre siège voire d'atteindre la majorité absolue de 20 sièges.

Il n'en sera rien : le PS perd deux sièges au conseil communal et compte désormais 16 représentants. Mais sans doute les socialistes se consolent en observant la dégringolade du MR qui perd lui aussi deux sièges pour ne plus compter que dix représentants au conseil communal. Et dans cette chute, c'est sans doute celle de Marie-Christine Marghem qui fait le plus mal.

Que des perdants dans le combat des « chefs »

Et c'est le deuxième enseignement de ces élections à Tournai. Les électeurs ont aussi sanctionné les ténors des deux partis. Dans le combat des « chefs » entre Rudy Demotte d'un côté et Marie-Christine Marghem de l'autre, il n'y a que des perdants. Marghem a perdu plus de 3800 voix de préférence (elle en avait réalisé 7900 en 2012), ce qui indéniablement fait chuter son parti dont le résultat dépendait quasi exclusivement du score de cette dernière. Rudy Demotte n'est pas non plus à la fête puisqu'il perd, lui aussi, plus de 3000 voix de préférence. Il se consolera peut-être en voyant que cette fois, il a battu Marghem en termes de voix de préférence même si au final il perd son maïorat au profit de Paul-Olivier Delannois (PS), le bourgmestre qui a fait fonction durant six ans. Il était dit que Marghem et Demotte, éloignés de Tournai en raison de leur fonction ministérielle, payeraient un certain tribut à cette situation. À Tournai, les électeurs n'ont pas manqué de leur rappeler qu'on attend d'un bourgmestre qu'il soit présent sur le

terrain. Sur le plateau de No Télé, Demotte et Marghem ont d'ailleurs tout deux reconnus que leur fonction les avaient sans doute pénalisés dans ce scrutin. « Mais je ne suis pas amer, a assuré Rudy Demotte. Je me réjouis que le PS reste le premier parti à Tournai, que Paul-Olivier Delannois soit élu bourgmestre et que nous ayons pu mettre sur

pied une majorité progressiste avec les Ecolos. » Le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles a annoncé qu'il ne siégerait pas au collège de Tournai et qu'il continuerait à travailler pour sa ville « de l'extérieur » soit en briguant un nouveau mandat de député aux élections de 2019. Pour Delannois, 52 ans, cette élection est aussi une belle revanche personnelle. En 2012, il avait dû céder la tête de liste du PS à Rudy Demotte, fraîchement débarqué de Flobecq. En 2018, il a gagné plus de 1000 voix de préférence (5700 voix) alors qu'il se situait à la troisième place. On notera que sa compagne, Ludvine Dedonder, réalise le troisième score du parti (3247), ce qui tend à démontrer que les électeurs ne sont pas heurtés par le fait qu'un couple (non-marié) siège ensemble au collège communal.

Majorité PS-Ecolo

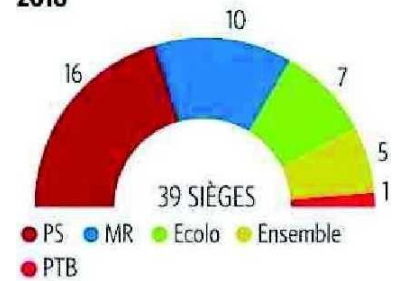
Le MR qui perd, le PS qui perd mais gagne et Ecolo qui déjoue tous les pronostics. C'est le troisième enseignement de la soirée tournaisienne. La vague verte qui s'est abattue en Wallonie et surtout à Bruxelles n'a pas épargné Tournai où les verts explosent les compteurs. Les Ecolo atteignent les sept sièges, augmentant ainsi leur score de près de 18 % et de quatre sièges. Du jamais vu pour le parti à Tournai. Et alors que plusieurs majorités étaient possibles, PS et Ecolo ont annoncé très rapidement avoir conclu un accord de majorité. « Certes le PS se tasse un peu, mais il reste le premier parti à Tournai », a confié Coralie Ladavid, la tête de liste Ecolo sur le plateau de No Télé. Pour nous, c'était important de respecter le choix des électeurs. » Dans cette bipartite inédite à Tournai, le PS et Delannois prendront donc le maïorat tandis qu'Ecolo obtiendra au moins un poste de pre-

mier échevin. On notera aussi la belle performance du nouveau venu sur la scène politique tournaisienne : Ensemble qui compte en son sein quelques représentants du CDH. Le Mouvement citoyen emmené par l'avocat Benjamin Brocorme compte désormais 5 sièges. Le dernier siège revient au PTB qui fait son entrée au conseil communal de Tournai. De nouvelles couleurs et une nouvelle équipe, à Tournai, c'est sûr les électeurs ont plaidé pour le changement. ■

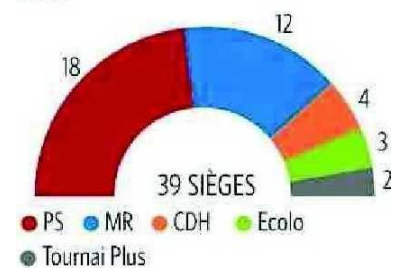
SANDRA DURIEUX

Tournai

2018



2012



CONSEQUENCES

Le MR en route pour une crise ?

Quelles conséquences ces élections auront-elles sur le MR de Tournai ? Le parti a déjà connu moult soubresauts ces dernières années notamment avec une liste dissidente, Tournai Plus, qui avait recueilli deux sièges en 2012. En 2018, ces dissidents sont revenus, ce qui n'a pas empêché le parti de perdre deux sièges. Ce qui accentue encore un peu plus la défaite. La question du rôle de Marie-Christine Marghem et de son poids au sein du parti sera plus que probablement mise sur la table. Son clash avec Rudy Demotte, vendredi sur le plateau de la RTBF, a sans doute scellé le sort du MR dans la majorité. Des personnalités comme l'échevin Armand Boite (MR), dont tout le monde au PS louait les compétences, pourrait ne pas le pardonner à Marghem. Et que dire de son aura au sein des instances nationales du MR ? À Tournai, Marghem a payé très certainement le poids de sa fonction ministérielle au Fédéral. Sa gestion du dossier nucléaire et des risques de pénuries d'électricité n'ont pas convaincu, c'est un euphémisme. Le message envoyé par les électeurs l'est sans doute aussi en direction du MR...

S.D.X.

PTB A Herstal, le PTB entend prouver qu'il est un vote positif

Les militants du PTB liégeois ont été tenus en haleine jusque tard dans la soirée, dimanche, au sortir des élections communales. À tel point que les organisateurs du meeting qui se tenait dans la caserne Fonck, en Outremeuse, semblaient ne plus savoir comment meubler. L'on entendait tantôt quelques militants siffler en entendant aux infos que la CSU, alliée de la Chancelière allemande Angela Merkel, avait perdu du terrain, le même jour, en Bavière, tantôt railler le MR, en recul de 6 % à Namur.

C'est bercé par les champs de la foule que le visage du PTB, Raoul Hedebouw, confirmait à ses troupes que le parti avait réussi son pari de confirmer et d'élargir son ancrage local. Avec 24 %, le PTB double presque ses positions dans l'un de ses bastions historiques, Herstal, où il est implanté depuis près de 20 ans (et où il faisait 13 % en 2012).

Là-bas, la très populaire Nadia Moscufo, conseillère communale depuis 18 ans, estime que dans sa commune, le PTB confirme qu'il est « un vote d'adhésion » et non pas un vote de colère. Car c'est un enjeu important pour un parti qui veut trancher avec les partis traditionnels. « La politique, c'est servir, ce n'est pas se servir », résume Sophie Lecron, tête de liste à Liège ville.

« Le PTB n'a pas surfé sur le dégoût des gens, il est venu avec sa vision de la société. Une vision des villes dirigées dans l'intérêt des gens et pas pour le profit », résume Damien Robert, président provincial du PTB Liège. « Ceux que nous avons rencontrés dans les rues étaient des gens qui avaient espoir que ce monde peut chan-

ger », assure Raoul Hedebouw.

A Herstal, Nadia Moscufo a d'ailleurs prôné « des mesures sociales pour l'ensemble des personnes » et non pas une société « où la classe moyenne n'a qu'à se débrouiller et où on ne s'occupe que des pauvres », dit-elle. Pour preuve, le PTB, selon les premiers chiffres, a réussi une percée à Visée, où le MR s'est confirmée première force politique, et où « aller décrocher des votes, c'est chaud boulette », selon les mots de Damien Robert.

Alliance ou opposition ?

« Demain s'ouvre une nouvelle séquence, on a une responsabilité importante comme force émergente de gauche », a dit Raoul Hedebouw à ses partisans. Ce qui ne veut pas forcément dire rejoindre des majorités. La priorité, ça reste la lutte. « On a beaucoup discuté de coalitions, mais je crois que la grande fierté dans cette campagne est d'avoir réussi à imposer des thèmes sociaux », résume Raoul Hedebouw.

A Herstal, même sa coalition sortante a globalement chuté de 16 % selon les calculs du PTB, le PSH conserve une majorité absolue. Ce qui n'est pas de nature à décevoir Nadia Moscufo, qui n'aurait pas voulu être un faire-valoir du PS. « Les gens ne connaissent sur base de ce que l'on fait dans l'opposition et pas à la remorque du parti socialiste. L'opposition ou la majorité, c'est un outil pour nous. Même dans l'opposition on veut continuer à changer les choses », explique-t-elle. « Une majorité, pour faire quoi ? On n'a pas mené une campagne pour pouvoir mettre l'écharpe de l'échevinat et aller couper les rubans devant les bâtiments des promo-

teurs », dit-elle.

Au-delà des chiffres, le PTB voit trop de points de rupture avec le PS. « Dans cette campagne, on a vu qu'il y avait vraiment un rejet de la politique menée par la majorité, qui se vante de construire une ville attractive ». A Herstal, comme à Liège-ville, le PS est accusé par le PTB d'avoir mené une politique de cache-misère, en interdisant la mendicité le dimanche ou en imposant les accoudoirs sur les bancs publics, pour empêcher les SDF d'y dormir, explique Sophie Lecron.

Les fédérales en ligne de mire

Le changement, le PTB veut évidemment également l'incarner au fédéral. Car s'il est fort au niveau local, ce sont aussi « les communes qui souffrent le plus des répercussions des décisions du Fédéral, par exemple en matière d'emplois », explique Nadia Moscufo. « On peut prendre des mesures au niveau communal, mais on n'est pas des utopistes, on sait qu'on ne va pas absorber la crise uniquement au niveau des communes », dit-elle. Dans ce contexte, les militants étaient particulièrement attentifs aux résultats du parti à Anvers, où le PTB obtient quatre sièges. « C'est un signal fort. Puis c'est la ville de De Wever, ce n'est pas un détail pour un parti de gauche comme le nôtre », explique Sophie Lecron.

« En 2019, tout le monde pourra voter PTB », a fini par assurer, devant une foule en délire, Raoul Hedebouw, promettant de « bousculer » le fédéral. ■

ELODIE LAMER

BRUXELLES

Molenbeek Catherine Moureaux venge son père et vise la coalition de gauche

A Molenbeek, le séisme de 2012 caractérisé par l'éviction de Philippe Moureaux et la prise de ce bastion historique du PS par le MR de Françoise Schepmans semble déjà loin. L'alternance au socialisme dans la commune bruxelloise aura en effet été de courte durée.

La liste PS-SPA tirée par Catherine Moureaux, fille de l'ancien maire, réalise un carton plein avec 31,34 % des voix. Un score qui lui garantit 17 sièges au conseil communal, soit un de plus qu'en 2012.

Au-delà de cette progression générale, Catherine Moureaux bénéficie également d'un plébiscite sur le plan personnel. La candidate, parachutée en 2015 sur la commune (depuis Schaerbeek), y réalise en effet un meilleur score que son père lors de l'élection précédente. Elle vient d'engranger 7.133 voix de préférence, contre 5.952 pour Philippe en 2012.

La sanction est très nette pour la bourgmestre sortante, la libérale Françoise Schepmans, qui tablait initialement sur une reconduite de sa majorité avec les écologistes et les humanistes locaux. En obtenant 23,96 % des voix sur sa commune, sa liste se voit sanctionnée et ne conserve que 13 sièges, contre 15 précédemment.

Ses deux anciens partenaires perdent également des plumes.

Le CDH d'Ahmed El Khannous prend une véritable gifle et voit son nombre de sièges réduit de moitié, passant de 6 à 3 candidats élus, tandis qu'Ecolo, qui a mené campagne sans son traditionnel partenaire flamand Groen (qui récolte seul 2,43 % des suffrages sur la commune), passe de 5 à 3 sièges en réalisant un score de 8,18 %. « On paie notre scission avec Groen, analyse Sarah Turine, cheffe de file des écologistes francophones à Molenbeek. Car si on était restés ensemble, on aurait été les seuls de la majorité à progresser. »

Outre la performance des socialistes, l'autre grande surprise de la soirée reste sans conteste la percée du PTB qui passe de 1 à 7 sièges sur la commune, en récoltant 13,61 % des suffrages.

La liste Défi emmenée par le jeune chef de file régional Michaël Vossaert ne fait quant à elle que préserver son unique siège.

Le PTB à l'heure du choix

Catherine Moureaux se retrouve donc avec toutes les cartes en main pour tenter de créer une « grande majorité du progrès » idéalement formée avec le PTB et si possible avec les écologistes en appoint. Ensemble, les 3 formations comptabilisent 27 sièges sur 45. « On a pris les contacts pour aller

dans le sens d'une majorité de gauche », expliquait hier soir le socialiste, laissant toutefois entendre entre les lignes que l'affaire n'était pas gagnée d'avance.

Si dans le camp écologiste, la cheffe de file Sarah Turine se dit d'ores et déjà ouverte à la discussion, le PTB restait hier soir bien plus réservé sur la question. « Ce soir, c'est place à la fête. L'état d'esprit, c'est qu'on réfléchira demain », a laissé entendre Dirk De Block, tête de liste dans la commune.

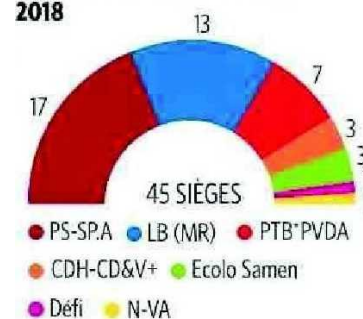
À l'heure de boucler ces lignes, Catherine Moureaux ne désespérerait pourtant pas de voir les marxistes rejoindre sa majorité, réitérant les appels du pied. « J'espère que le PTB va effectivement négocier et ne pas mettre des conditions qui n'ont pas de sens et qui visent juste à ne pas prendre des responsabilités », a-t-elle fait savoir.

Reste l'alternative, plusieurs fois évoquée avant le scrutin, d'une possible majorité PS-MR en cas de blocage avec les partenaires initialement privilégiés. Ensemble, les deux listes peuvent composer une majorité à 30 sièges. Sondées à ce sujet, tant Catherine Moureaux que Françoise Schepmans estimaient cependant, à l'heure de boucler ces lignes, que le scénario n'était « pas à l'ordre du jour ». ■

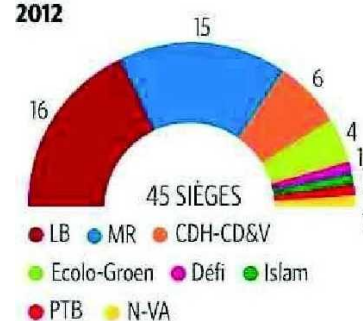
ARTHUR SENTE

Molenbeek-Saint-Jean

2018



2012



Ixelles L'Ecolo

Christos Doulkeridis en passe de rafler le mayorat

Décidément à Ixelles, pas une élection qui n'apporte son lot de surprises. Alors que par trois fois, le PS, 3^e force locale, est parvenu à rafler le mayorat devant toutefois l'abandonner au MR dans la deuxième partie de la dernière mandature, cette fois, ce sont les écolos qui sont sortis des urnes en grand vainqueur. Et de quelle manière ! On peut clairement parler d'un torrent vert qui a déferlé en terres ixelloises, le parti passant de la deuxième à la première place, raflant au passage un leadership trusté par le MR depuis des lustres.

A l'heure de boucler cette édition, les discussions étaient encore en cours mais il est d'ores et déjà évident que Christos Doulkeridis (Ecolo) a remporté son pari. Avec plus de 30 % des voix, celui qui se présentait comme candidat bourgmestre paraît de fait incontournable. Alors qu'un problème technique venait retarder la publication des résultats définitifs, des experts devant venir de Liège en milieu de soirée pour relancer la machine, les premiers bureaux dépouillés livraient tous le même verdict. Un peu avant 22 heures, et près de 77 % des votes connus, Ecolo caracolait en tête avec plus de 30 % des suffrages (32,8), loin donc devant le parti libéral (26,15) et le parti socialiste

(18,44). Défi, troisième partenaire de la majorité sortante (MR-PS-Défi) pointait à 7 %.

Une responsabilité pour Ecolo

Mathématiquement tout était encore possible donc mais du côté du parti socialiste on annonçait déjà qu'il n'était pas question de passer en force. « Il reste encore des quartiers importants à dépouiller, je ne peux donc pas m'avancer à ce stade, précise le chef de file socialiste Bea Diallo. Mais j'ai toujours dit que nous allions suivre le signal des électeurs et, pour l'instant ce signal est clair et si Ecolo gagne, nous n'aurons pas trop le choix ».

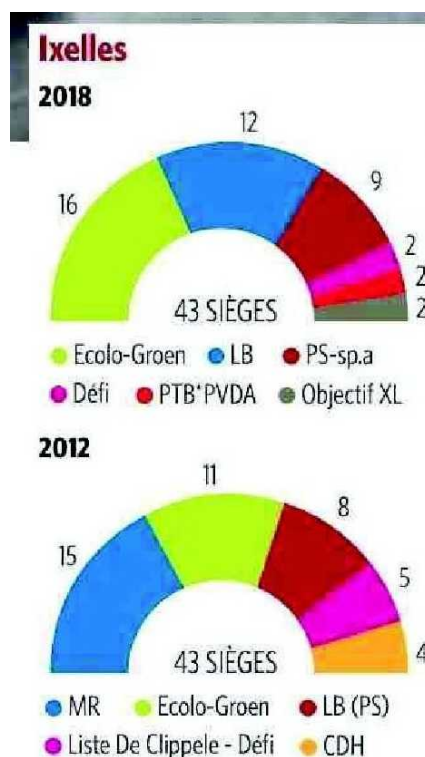
Du côté du (presque) vainqueur, on savourait déjà le moment tout en attendant les derniers résultats. « Si les résultats se confirment, pour la première fois dans l'histoire de la Belgique, un autre parti que le MR est le premier parti à Ixelles, lance Christos Doulkeridis. C'est donc un moment important mais par ailleurs cela donne à Ecolo une responsabilité par rapport à l'avenir de cette commune ». Avec des engagements déjà pris devant les citoyens. « On a fait une campagne qui était très claire, sur base de propositions et de projets mais

aussi dans l'idée de faire une majorité alternative, plus progressiste ».

Au niveau du calendrier pour d'éventuelles négociations, Christos Doulkeridis se montre prudent. « Pour moi les choses sont plutôt claires mais je ne sais pas comment les autres se positionnent, tout le monde attendant encore les résultats définitifs. Peut-être que le MR va essayer de sauver sa peau par tous les moyens... »

Les verts comptent en tout cas bien garder la main et prendre les rênes de la commune. « Nous avons clairement annoncé la couleur et ce dans tous les domaines et il se fait que les résultats sont meilleurs que ceux que nous pouvions espérer. J'espérais faire au moins autant que la fois passée (24 %) et nous sommes actuellement à plus de 30 %. On a dit clairement que je serais le candidat bourgmestre et quand on fait un résultat comme celui-là, ce n'est pas possible de dire qu'on ne prend pas le mayorat ». Un peu après 22h30, les résultats définitifs tombaient, offrant toujours une confortable avance aux verts qui terminent avec 33 % des votes, loin donc du MR qui plafonne à 25 %. Le temps des négociations peut démarrer. ■

PATRICE LEPRINCE



Ville de Bruxelles

A gauche toute

La Ville de Bruxelles confirme les grandes tendances observées ailleurs en Région bruxelloise. Les Verts progressent... mais pas autant que dans d'autres communes. Benoît Hellings ne sera pas le premier maire vert de la capitale : sa formation n'est « que » deuxième parti. Autre grand vainqueur du scrutin : le PTB, qui rafle six sièges sur 49, avec un joli score personnel pour la tête de liste, Mathilde El Bakri (2.900 voix).

Mais en réalité, le vrai vainqueur de la joute électorale s'appelle Philippe Close. Crédité de 28 % des voix et de 17 sièges, le bourgmestre est assuré de garder son écharpe. Si l'on ajoute le siège récolté par le SPA (qui se présentait sous l'étiquette « citoyenne » de change.Brussels), les socialistes égalent leur résultat de 2012 et ont donc réussi à effacer le scandale du Samusocial. A titre personnel, Philippe Close a par ailleurs récolté 8.501 voix, quadruplant son score de 2012 et passant en tête du hit-parade des voix de préférence à la Ville.

8.501 voix de préférence pour Philippe Close

C'est donc Philippe Close qui a la main pour constituer une nouvelle coalition. A la veille des élections, tout indiquait que socialistes et libéraux entendaient prolonger leur alliance... A la lecture des scores, il y a fort à parier que cette majorité sera remise en cause. Alain Courtois, qui se présentait comme candidat bourgmestre, a clairement perdu son pari et les

élections. Les libéraux perdent trois sièges. Pire : Alain Courtois récolte moins de voix de préférence que Mathilde El Bakri, tête de liste PTB.

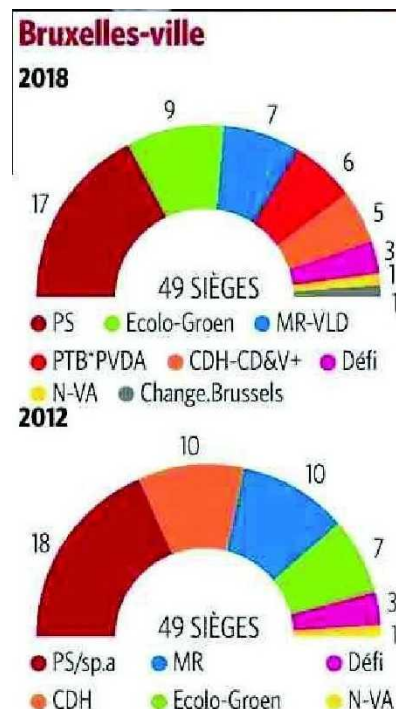
Si les socialistes entendent, comme ils le clamaient sur tous les plateaux téléés, le signal de l'électeur, ils devraient se tourner vers Ecolo. A deux, ils disposent d'une courte majorité (26 sièges sur 49). Un peu juste, sans doute...

Défi ou le CDH comme appoint ?

S'il fallait un troisième, le choix ne devrait pas se porter, comme à Molenbeek, sur le PTB mais plus vraisemblablement sur Défi ou le CDH. Ces deux formations n'ont pourtant pas réussi leur scrutin. Dans les rangs humanistes, c'était prévisible, puisque les troupes emmenées par Didier Wauters devaient se priver des voix de préférence récoltées par Joëlle Milquet en 2012. Au final, le parti perd la moitié de ses sièges.

Quant à Défi, malgré un score très honorable de Fabian Maingain (2.220 voix), il ne parvient pas à créer une vague amarante à la Ville. Le parti garde ses trois sièges, sans plus.

Reste, toutefois, à négocier un



accord faisant la part belle à la bonne gouvernance. Car, tant Ecolo que Défi et le CDH ont fait de l'éthique l'élément clé de toute négociation avec le parti socialiste. Pendant toute la campagne, les trois formations ont répété leur inquiétude de voir la Ville pas totalement assainie après le scandale du Samusocial. Benoît Hellings, Fabian Maingain et Didier Wauters n'ont cessé de réclamer une réduction du nombre des structures publiques...

A noter que la N-VA a réussi de justesse à garder son élu, malgré un résultat en recul par rapport à 2012. Quant aux mouvements citoyens (Plan B et Citoyen d'Europe), ils ont raté leur pari d'entrer au conseil communal. Tout comme, d'ailleurs, le parti Islam. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

47 bureaux de vote bloqués

Quarante-sept bureaux de vote bruxellois ont dû retarder leur ouverture en raison d'un problème « humain ». « Chaque bureau a recours à deux clés USB. Or, 47 de ces clés avaient été mal dupliquées », expliquait hier Hélène Herman, la chargée de communication de Bruxelles Pouvoirs locaux. Cette erreur a eu pour conséquence de priver durant parfois plusieurs heures un certain nombre d'électeurs de l'accès aux isoloirs. Forest et Uccle ont été les communes les plus touchées avec respectivement 12 et 13 bureaux de vote bloqués. Dans une moindre mesure, ce blocage a pénalisé également des bureaux à Schaerbeek, Auderghem et Evere. A Uccle, le bureau de Homborch est resté ouvert jusqu'à 16h30 (contre 16 heures) afin de permettre à tous de voter. Didier Gosuin et Boris Dillies, respectivement bourgmestre d'Auderghem et de Uccle, rappelaient dimanche que ce ne sont pas les communes qui organisent le vote, mais la Région. Ils s'en remettent au juge de paix. « Si plainte il y a, ce sera à lui d'apprécier si l'argument est recevable »,

estime Hélène Herman. (P.Ma)

L'extrême droite aux abonnés absents

En 2012, le Vlaams Belang avait obtenu un siège à Anderlecht. Il ne l'a plus et ne présentait d'ailleurs plus dans cette commune. Les autres listes d'extrême droite (Parti populaire, Nation, La Droite) n'ont obtenu que quelques centaines de voix et, par conséquent, ne siègeront nulle part en Région bruxelloise.

La N-VA stable

Largement médiatisée car soutenue visuellement par les ténors du parti Jan Jambon et Theo Francken, la campagne de la N-VA n'a pas été aussi fructueuse que l'espéraient les nationalistes. S'ils placent un élu dans sept communes sur les 13 où ils se présentaient, ils n'améliorent que peu leur score de 2012, quand ils avaient décroché 6 sièges et perdent même à Anderlecht, l'un des deux conseillers qui siégeaient sous leurs couleurs.

Islam inexistant

Islam, qui avait obtenu deux sièges en 2012 (à Anderlecht et

à Molenbeek), n'a plus d'élu, perdant le siège qu'il occupait à Molenbeek et ne décrochant pas celui qu'il brigait à Bruxelles-Ville. Le parti n'a pu présenter de liste à Anderlecht.

Quatrième mayorat CDH

La liste ProGanshoren, menée par Pierre Kompany, le père de Vincent Kompany a récolité 3.441 suffrages (28,34 %) lui permettant de décrocher 9 sièges. Grâce à ce résultat, le CDH décroche un quatrième mayorat bruxellois. Pierre Kompany est le premier bourgmestre originaire d'Afrique subsaharienne en Région bruxelloise.

Quelques P-V aux candidats jusqu'au-boutistes

Plusieurs procès-verbaux pour des cas de poursuite de la campagne électorale au cours de la journée de dimanche ont été dressés pour la distribution de flyers électoraux, pour la présence de véhicules faisant la promotion de candidats à l'aide d'affiches sur l'espace public ou pour des distributions de tracts. (b.)

Bart De Wever garde les clés d'Anvers

Les visages des militants anversois de la N-VA sont passés de la crispation extrême à l'euphorie des grands soirs. C'est que Bart De Wever a déjoué tous les pronostics. Avec 35,3 %, le patron des nationalistes pourra conserver les clés de la maison communale pour les six prochaines années. Un score en légère baisse mais très proche du raz-de-marée surprise de 2012 (37,7 %). Ce n'était pas certain jusqu'à ce dimanche mais les nationalistes restent incontrournables dans la plus grande commune du pays.

Dans un discours assez bref, Bart De Wever s'est présenté en « formateur », assurant qu'il rencontrera lundi tous les partis (sauf les extrêmes), en vue de discuter de la formation de la nouvelle majorité à Anvers. Il ne devrait cependant pas y avoir de surprise. La

suédoise composée de l'Open VLD, du CD&V et de la N-VA (la même qu'au niveau régional et au fédéral côté flamand) qui gouvernait la Ville depuis six ans dispose toujours de 28 sièges sur 55. La majorité est donc courte mais elle est suffisante. « Il n'y a aucune raison que ça change », nous glissait un échevin N-VA sortant. « Il n'y a pas de discussion à avoir, confirmait un socialiste. C'est mathématique... »

Le pari est donc réussi pour le leader de la N-VA. « On l'a fait, a-t-il lâché en introduction de son discours après une entrée un peu violente avec les journalistes en extérieur mais triomphale dans la salle. Sur le trajet entre sa voiture et la scène, il en a d'ailleurs profité pour lâcher une de ses petites phrases provocantes dont il a le secret. « Vous êtes mon bouclier et mes amis » que l'on peut traduire par « mijn schild en vrienden », du nom

du groupuscule raciste objet d'un reportage de la VRT qui avait mis son parti dans une position inconfortable, certains membres de « Schild&Vrienden » se retrouvant sur les listes de la N-VA.

Quid des partenaires ?

Un De Wever heureux dont l'avenir dépendait aussi du score de ses partenaires actuels le VLD et le CD&V (les mêmes qu'au fédéral et à la région flamande). Le bourgmestre a expliqué qu'il discuterait lundi avec tous les partis et qu'il félicitait tous ceux qui étaient en progression. Cependant, les chiffres indiquent que la suédoise a toujours les cartes en main pour gouverner Anvers.

Avec 5,7 % des voix, le VLD, qui était porté par le secrétaire d'Etat au numérique, Philippe De Backer, se

maintient au même niveau qu'en 2012. Traiter Bart De Wever de « *bourgmestre inadapté émotionnellement* » ne semble pas avoir boosté sa popularité. Il a d'ailleurs rappelé dans la foule que son parti avait très bien travaillé avec la N-VA ces six dernières années à Anvers.

Kris Peeters qui se lançait dans la bataille d'Anvers pour la première fois n'a pas porté très haut les couleurs de son parti, le CD&V. Le vice-Premier ministre s'était fixé l'objectif de 5 %, il a fait un tout petit mieux (6,8 %). Au niveau des voix de préférences, il en obtient huit fois moins que son meilleur ennemi Bart De Wever. Il n'a

pas officiellement confirmé qu'il continuerait à travailler avec la N-VA. Il semble que les Anversoises aient décidé de ne pas lui laisser le choix.

Groen double son score

Même si la vague verte qui a déferlé sur Bruxelles a également gagné Anvers, les écologistes de Groen, portés par Wouter Van Besien, n'ont pas dépassé la barre des 20 %. Ils doublent toutefois leur score en passant de 7,9 à 18 %.

Les Anversoises ont laissé une gauche bien trop faible pour réclamer le maïorât. « *Nous ne souhaitons pas gouverner avec la N-VA* », a rappelé Van Be-

sien après son discours devant les militants. « *On a tout donné mais le résultat aujourd'hui n'est pas ce que nous avions espéré* », a déclaré la tête de liste SPA, Jinnih Beels.

Quatrième parti durant une bonne partie de la soirée, le SPA qui avait été éjecté du pouvoir en 2012 après nonante ans de règne finit troisième mais plus faible que jamais avec à peine 11 % des voix. Un score qui place les socialistes juste devant le Vlaams Belang. En progression dans le reste de la Flandre, le parti du candidat Filip De Winter, n'est pas parvenu à regagner les voix que De Wever lui avait siphonnées en 2012 à Anvers. ■

MAXIME BIERMÉ

EN CHIFFRES

76.702

Au moment d'écrire ces lignes, Bart De Wever restait l'homme le plus populaire d'Anvers, et de loin. Le patron de la N-VA qui rempile pour un nouveau mandat de six ans à la tête de la plus grande commune du royaume a convaincu plus de 75.000 électeurs. Il devance largement Filip De Winter, deuxième sur le podium. Le patron de l'extrême-droite flamande (Vlaams Belang) flirte avec les 20.000 voix. En troisième place, on retrouve Wouter Van Besien. Le leader des Verts qui réalisent une percée à Anvers, en devenant le deuxième parti, doit se contenter d'environ 16.000 voix.

M.BMÉ

Anvers

2018



2012



la périphérie Un vote dans le calme

Contrairement aux élections précédentes, les communes à facilités de la périphérie bruxelloise ont voté dans le calme. Il n'y a pas eu d'action de groupuscules flamingants cette fois-ci. Parmi ces six communes flamandes à statut spécial, seules Rhode-St-Genèse et Wezembeek-Oppem proposaient un vrai cartel rassemblant tous les francophones.

A Linkebeek, trois listes concurrentes (deux francophones et une bilingue) s'affrontaient pour se partager les voix des quelque 3.000 électeurs sur les 4.760 habitants que compte la plus petite commune de la périphérie. La liste LINK@VENIR emmenée par l'échevin indépendant Yves Ghequière et poussée par la bourgmestre sortante Valérie Geeurickx frôle la majorité absolue avec 46 % et 7 sièges. Elle est suivie par la liste « ensemble LKB samen » (33,4 % et 5 sièges) tirée par Damien Thiéry, le vainqueur des deux scrutins précédents mais dont la nomination comme bourgmestre a été refusée trois fois par la tutelle flamande. Passé du FDF (devenu Défi) au MR (allié de la N-VA au fédéral) en 2014, Damien Thiéry est député fédéral.

Au milieu de ces deux concurrents, la nouvelle liste bilingue Activ menée par Mitra De Kempenner affichait quelques « anciens » de ProLink, le seul parti flamand d'opposition à Linkebeek et qui ne présentait pas de liste cette fois-ci. Activ a légèrement dépassé les 20 % et décroche 3 sièges.

Statu quo à Rhode-Saint-Genèse où la ministre fédérale du Budget Sophie Wilmès (MR) appuyait la liste du bourgmestre sortant Pierre Rolin qui rempile

(67,5 %, 17 sièges). La liste flamande d'Anne Sobrie (Engagement 1640, ex-Respect), passe de 34 à 32,5 % et garde ses 8 sièges.

A Crainhem, la bourgmestre sortante Dorothee Cardon (CDH) s'était alliée aux Flamands pour faire une liste commune CDH-CD&V-OpenVLD-Ecolo, mais sans l'ancien allié Défi. Ce qui ne lui a pas vraiment réussi puisqu'elle ne récolte que 19,57 % des suffrages (4 sièges). Véronique Caprasse, principale concurrente avec une liste Défi-MR-Indépendants, est la grande gagnante du scrutin avec 43,8 % des voix et 11 sièges. La liste bilingue Kraainem-Unie de Bertrand Waucquez arrive deuxième avec 32,5 % et 8 sièges.

A Wemmel, le bourgmestre néerlandophone sortant Walter Vansteenkiste emmenait la liste LB Wemmel qui a remporté les élections en décrochant 7 sièges avec 47,25 % des voix. Il rempile comme bourgmestre. W+ est arrivé deuxième avec 27,3 % et 7 sièges suivi des Intérêts communaux qui occuperont 6 sièges (25,42 %).

A Drogenbos, quatre listes étaient en lice dont celle du bourgmestre sortant Alexis Calmeyn (Drogenbos Plus-LB) qui l'emporte avec 48 % et 10 sièges. L'UF y récolte 28,4 % des voix (5 sièges) suivi par GO1620 (15 %, 2 sièges).

A Wezembeek-Oppem, le bourgmestre sortant Frédéric Petit (MR) était tête de liste LB-UNION constituée d'un cartel de cinq partis. Grâce aux 76,7 % des voix (18 sièges), il reste bourgmestre. Avec 23,3 % des voix, la liste WO+ de Jan Walraet aura 5 sièges au conseil communal. ■

PHILIPPE DE BOECK

Gand : le cartel SP.A-Groen s'effrite

Le cartel SP.A-Groen reste majoritaire à Gand mais en net recul. La liste du bourgmestre sortant Daniel Termont (qui ne se représentait pas) a atteint 33,6 % contre 45,5 % en 2012. L'Open VLD de Mathias De Clercq en a profité pour passer de 16,5 à 25 %. La N-VA a perdu des points avec 12,1 % des suffrages contre 17,1 % en 2012. Le CD&V gagne quelques points à 8,9 % et le PVDA fait son entrée au conseil.

Ostende : Tommelein plus populaire que Vande Lanotte

La liste du bourgmestre sortant Johan Vande Lanotte a remporté 22,7 % des voix (11 sièges sur 41) contre 32,1 % en 2012 mais reste le premier parti. Le VLD de Bart Tommelein suit de près à 20 % et 9 sièges. Ce dernier a récolté plus de votes de préférence (6.003) que Johan Vande Lanotte (5.062). Une coalition SP.A/VLD/Groen se dessine.

Bruges : Exit Renaat Landuyt (SP.A.)

Après l'échec du bourgmestre socialiste sortant Renaat Landuyt, le CD&V, le SP.A et le VLD ont décidé de former une coalition. Dirk De Fauw (CD&V) sera le nouveau bourgmestre de la

Venise du Nord.

Hasselt : Vandeput bourgmestre

La liste emmenée par le ministre de la Défense Steven Vandeput (N-VA) engrange 28,7 % (+3) des suffrages et prend le mayorat en coalition avec le cartel de gauche RoodGroen+Hasselt (25,3 % des voix) et l'Open VLD. Le CD&V reste troisième dans le chef-lieu limbourgeois avec un score de 20,9 %, devant les libéraux (10,4 %). Vandeput ne sera plus ministre.

Ninove : le Vlaams Belang à 40 %

Avec près de 40 % des voix, la liste Forza Ninove du député flamand Guy D'haeseleer (Vlaams Belang) a remporté haut la main les élections dans cette ville.

Louvain-Leuven : Ridouani bourgmestre

Malgré le retrait de Louis Tobback après 23 années à la tête de la ville, le SP.A est resté dimanche le premier parti du chef-lieu du Brabant flamand, même s'il enregistre un reflux conséquent. Emmenés par l'échevin Mohamed Ridouani, les socialistes flamands ont récolté 25,9 % des voix, contre 31,4 % il y a six ans. Le SP.A va former une coalition avec le CD&V et Groen.

PH. DB.

Ecolo garde son maïorat à Ottignies-LLN

Les dés sont jetés ! » C'est avec le sourire que, dimanche matin, Julie Chantry, Ecolo, est sortie de l'Athénée royal Paul Delvaux où elle était venue voter en famille. Elle ne pouvait s'empêcher de parler d'une « campagne très lourde », mais elle restait très « optimiste ».

Voilà qui était une première pour celle qui avait pris part à l'élection de 2012 comme candidate d'ouverture avant de devenir membre du parti et de remplacer l'échevine Cécile Lecharlier en cours de mandat. Suite au souhait du bourgmestre sortant, Jean-Luc Roland, de ne plus se représenter après dix-huit ans de mandat, c'était à elle que revenait la charge de conduire les verts pour conserver le maïorat phare des écologistes, Ottignies-Louvain-la-Neuve étant la cité du tout premier mandat Ecolo de Belgique.

Des voix éparpillées

« Il y avait surtout, cette année, huit listes en présence, ce qui pouvait entraîner un éparpillement des voix », nous confiait celle qui, à l'heure d'écrire ces lignes, devait logiquement devenir la première femme Ecolo bourgmestre.

Avec 1.752 voix de préférence,

elle a en effet fait le meilleur score, toutes listes confondues. Devant Cedric du Monceau (Avenir, 1.714 voix), Bénédicte Kaisin (OLLN 2.0, 1.600 voix) et Jacques Otlet (OLLN 2.0, 1.114 voix). Pour une première comme tête de liste...

Vers 18 h 30, les premiers résultats sur Louvain-la-Neuve laissaient déjà accroire que Julie Chantry allait gagner son combat. Les projections plaçaient Ecolo en tête avec 10 sièges, comme en 2012. Le groupe Avenir grimpeait, lui, de deux unités à sept sièges tandis que le PS gardait ses quatre représentants au conseil communal. Par contre, le groupe OLLN 2.0 (MR) dégringolait de 12 à 8 sièges. Quant à la toute nouvelle liste citoyenne Kayoux, née dans la foulée de l'opposition à l'extension du centre commercial de L'esplanade, elle obtenait deux sièges. Enfin, Défi arrachait un élu.

Une situation qui allait quelque peu bouger vers 20 h 30, avec les résultats sur l'autre pan de l'entité, avec Ottignies, Céroux-Mousty et Limelette. Ecolo reste donc avec ses 10 sièges et Avenir avec sept sièges. Par contre, le PS obtenait finalement 3 sièges, soit un de moins. Kayoux reste, elle, à deux élus, tandis qu'OLLN 2.0 limite fi-

nalement la casse avec neuf représentants. Et Défi n'est plus représenté.

Pari raté pour Cedric du Monceau

Des résultats qui enchantaient évidemment Cedric du Monceau, le leader Avenir (initiée par le CDH), mais qui ne réussissait cependant pas son objectif de reprendre le maïorat à Ecolo pour devenir bourgmestre, comme autrefois son père Yves.

« Après une course-poursuite tout au long de ces semaines, mais avec une équipe soudée prête à se battre pour une ville diversifiée et à vocation universitaire, je constate que le groupe Avenir est celui qui a le plus progressé, nous commente-t-il. Nous allons pouvoir continuer dans cette majorité, avec une plus grande représentativité. »

Avenir pourrait ainsi revenir à trois sièges au sein du collège communal, au détriment du PS, la troisième branche de l'@lliance citoyenne. Annie Galban l'acceptait

de bon gré puisqu'il s'agissait pour elle de revenir à un précédent score. Surtout après le départ de l'échevin Michel Beaussart.

Dans l'opposition, la liste

Kayoux était tout sourire ce dimanche soir puisqu'elle obtient d'un coup deux sièges, avec cette volonté de peser sur le débat communal.

Reste à savoir comment ce travail va concrètement se réaliser puisque les membres de Kayoux souhaitent faire davantage participer les habitants de la localité.

Reste évidemment la liste OLLN 2.0, qui n'est désormais plus la formation la plus importante de l'en-

tité après avoir perdu un peu moins de 10 % des voix.

Le MR n'est plus le premier parti

À l'école du Petit-Ry, Bénédicte Kaisin, chef de file OLLN 2.0-MR, était cependant sereine au moment d'entrer son bulletin de vote dans l'urne : « Il s'agissait d'une première pour moi comme tête de liste et j'ai pu constater que l'esprit de groupe était des meilleurs. J'ai ainsi l'impression d'avoir mené

une campagne transparente et déployé toute mon énergie et ma force de conviction en faveur des citoyens. Reste maintenant à savoir si les électeurs ont compris qu'il y avait un accord préélectoral entre Écolo, Avenir et le PS. »

Cela n'a malheureusement pour elle pas été le cas puisque la majorité en place depuis dix-huit ans rempile pour six nouvelles années. ■

JEAN-PHILIPPE DE VOGELAERE

Ottignies-LLN

2018



2012



Wavre

Bureaux dépouillés 7/11
(Minuit)

2018



2012



Le MR de Wavre songe à ouvrir sa majorité

Écolo sera le grand vainqueur des élections communales à Wavre. Malheureusement, deux clés USB étaient défectueuses et empêchaient, ce dimanche soir, d'en connaître l'ampleur réelle.

« *Il faut tout recompter, nous explique le chef de file Christophe Lejeune qui a fait toute sa campagne sur le thème du maïorat. Avec sept bureaux sur onze dépouillés, on augmenterait déjà de quatre sièges pour passer à huit élus. Mais ces bureaux nous étaient, à mon avis, défavorables. Je ne désespère pas de grimper encore.* »

À 23 h 30, la Liste du bourgmestre (MR), menée par la bourgmestre en fonction sortante, Françoise Pigeolet, en était ainsi à 16 sièges, contre 20 en 2012. Cela lui permettait de garder sa majorité absolue d'une courte unité. Le PS perdait, lui, un siège à trois unités, sans doute, suite au départ de Stéphane Crusnière à la direction de la Régie communale autonome de Wavre. De son côté, le Challenge humaniste Plus (CH+, CDH), mené par Benoît Thoreau, restait à trois sièges. Enfin, Luc D'Hont et Défi pouvaient espérer emporter leur premier élu.

Tout est cependant à mettre au conditionnel. Pourtant, Olivier Lejeune pensait, lui, déjà aux négociations : « *Tout dépendra du score final. Pour peu que la Liste du bourgmestre descende à quatorze sièges, alors nous pourrions penser à unir les listes d'opposition pour gouverner ensemble. Par contre, si la liste LB obtient finalement quinze*

sièges, la majorité de l'opposition sera trop faible à nos yeux pour gouverner la Ville. Il faudra dès lors à Françoise Pigeolet prendre ses responsabilités pour accueillir Écolo à la table des négociations. Si elle devait faire un autre choix, nous considérerions cela comme un camouflet à la démocratie. »

Pour rappel, Luc D'Hondt (Défi) s'était étonné de la nomination du socialiste Stéphane Crusnière. Il se demandait s'il ne fallait pas voir là la création d'une possible coalition. À suivre donc. Déjà, les autres listes de l'opposition estiment normal que les contacts se fassent avec Écolo.

Plus de 8.000 voix à retrouver...

De son côté, Françoise Pigeolet a donné, ce dimanche soir, quelques espoirs à l'opposition. Pour elle, une majorité d'une voix, cela lui semble trop peu pour gouverner Wavre. Déjà, au moment de voter au Centre sportif de Wavre, elle ne pouvait que s'interroger sur l'ampleur de sa nouvelle majorité. Le départ de personnalités comme Charles Michel laissait un trou de plus de 8.000 voix qu'il allait falloir reconquérir d'une autre manière.

« *C'est une lourde responsabilité que j'ai là, nous confie-t-elle. J'ai pu compter pour y arriver sur une belle équipe, forte et dynamique. Nous réfléchissons à présent à la manière d'ouvrir la majorité, sur un programme qui puisse permettre de placer Wavre sur la liste des villes qui comptent.* » ■

GAGNANTS

Seul contre tous, Vincent Scourneau l'emporte à Braine-l'Alleud

Ayant raflé 20 sièges sur 33 il y a six ans, en cartel avec le PS, le bourgmestre Vincent Scourneau était cette fois seul contre tous. Mais cela ne lui a pas porté préjudice puisque le bourgmestre MR (4.375 voix) va rempiler pour un 4^e mandat avec une majorité qui, certes réduite à 18 sièges, reste tout de même absolue.

Florence Reuter fait encore mieux que Serge Kubla à Waterloo

Avec un score personnel de 5.691 voix, la bourgmestre sortante de Waterloo, Florence Reuter (MR), trouve toute sa légitimité auprès des électeurs. Elle fait, en effet, mieux que Serge Kubla dont elle avait pris la place suite à ses démêlés judiciaires. Il avait obtenu 4.767 voix en 2012. Et en triplant son score, Florence Reuter met fin au souhait d'Etienne Verdin, le président du CPAS, de briguer son poste. (J.-P. D.V.)

Ecolo double son score à Nivelles

A l'issue d'une mandature avec le MR et le CDH, Ecolo est le grand gagnant à Nivelles où il gagne près de 10 points, à 20,14 %. Pas suffisant cependant pour détrôner le MR de Pierre Huart qui, à 37,15 %, conserve son leadership.

PERDANTS

Une claque pour André Antoine à Perwez

Le président du parlement wallon, le CDH André Antoine, a perdu son combat contre la liste Ensemble (MR-Ecolo) à Perwez. Sa liste DRC+ n'a recueilli que 48,22 % des suffrages, contre 51,78 % à Ensemble. Le bourgmestre en titre a en outre obtenu 1.281 voix de préférence, soit moins que les 1.696 voix du député wallon MR, Jordan Godfriaux, qui deviendra bourgmestre.

Raymond Langendries rate son retour à Tubize

Evincé il y a six ans, après 18 années à la tête de la commune de Tubize, le CDH Raymond Langendries, 74 ans, aurait manqué son retour. On s'orienterait plutôt vers une reconduction de la coalition éB (socialiste)-MR-Ecolo qui avait mené Michel Januth (PS) au mayorat.

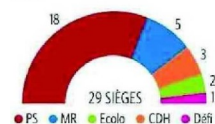
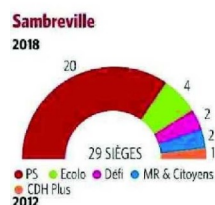
Les opposants au MR ratent leur pari à Villers-la-Ville

Il y a six ans, ils s'étaient présentés en ordre dispersé et cela ne leur avait pas réussi. C'est désormais sous une bannière commune « Ensemble pour Villers » que les opposants au bourgmestre Emmanuel Burton (MR) se présentaient devant les électeurs. Pas suffisant pour détrôner ce dernier, dont la liste a augmenté sa majorité de 6 points, à 60,34 %.

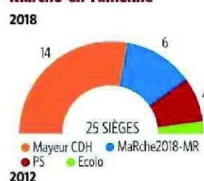
Marche · André Bouchat reste le grand chef

Le ministre René Collin avait le sourire au moment de voter, ce dimanche matin. Il reste toutefois très loin en voix de préférence derrière le bourgmestre André Bouchat.

© BELGA



Marche-en-Famenne



Marche figurait comme une commune à suivre en Luxembourg puisque c'était le fief de deux ministres associés au sein du gouvernement wallon, René Collin (CDH) et Willy Borsus (MR). Un CDH dans lequel le bourgmestre André Bouchat, présent à Marche depuis 33 ans, avait annoncé la clairement la couleur pour repartir durant six ans comme bourgmestre.

On s'attendait évidemment à un net regain du MR boosté par le premier ministre wallon Willy Borsus, et les électeurs ont de fait apporté leur poids aux libéraux qui ont vu leur score passer de 15,17 % en 2012 à plus de 25 %. Le gain est donc net. Le CDH

reste cependant le premier parti, largement, même s'il a perdu des plumes, avec un recul de 13,5 %, ce qui ne lui était plus arrivé depuis des lustres. Mais il gardera la majorité absolue avec 14 sièges. Le PS, partenaire de cette majorité durant ces six dernières années, recule lui aussi, de 7,7 % et perd deux sièges. Ecolo, nouveau venu sur la scène marchoise, fait un honorable score avec 7,7 % des voix tandis que Défi se situe à 3,88 %.

Malgré un net recul, la liste Mayor CDH garde donc la majorité absolue, mais André Bouchat avait dit lors de la campagne qu'il souhaitait toutefois avoir un partenaire. Une nouvelle majorité est-elle dès lors envisagée ? « Notre partenaire socialiste a

toujours été d'une correction et d'une loyauté exemplaires et il est donc notre partenaire privilégié, commentait André Bouchat en milieu de soirée. Je ne suis fermé à personne, mais la loyauté doit être reconnue. La campagne électorale a été méchante et agressive de la part du MR, je le dis, et cela ne prédispose pas à envisager une nouvelle formule au collège... » Voilà qui est donc dit.

Willy Borsus, de son côté, estimait en milieu de soirée, alors que les résultats n'étaient pas encore définitifs, que lorsque « les deux partis de la majorité perdent des voix, il faut prendre acte de la volonté des citoyens. Et avoir un minimum de respect envers leur expression. »

Côté voix de préférence dans les rangs du CDH, le maire André Bouchat écrase la concurrence et reste largement en avance, avec 3.453 voix de préférence, prêt dès lors à repartir pour six nouvelles années de maiorat comme il le souhaitait. Il l'avait dit, ce sera maire ou rien du tout. Les Marchois ont dès lors choisi, c'est un nouveau plébiscite pour lui.

Plus étonnant, le deuxième

score de la liste Mayeur CDH va à Nicolas Grégoire (1.701 voix) tandis que René Collin, 3^e score, empoche 1.561 voix. Une petite déception dans son chef, dès lors. De son côté, Willy Borsus gagne son combat personnel entre ministres puisqu'il obtient 1.706 voix de préférence. ■

JEAN-LUC BODEUX

A Dinant, Fournaux perd le mayorat

Avec quatre bureaux dépouillés sur cinq à l'heure d'écrire ces lignes, les résultats définitifs ne sont pas encore fixés. Mais l'affaire est pliée pour Richard Fournaux (MR): il n'est plus le bourgmestre de Dinant. Et son successeur se nomme Axel Tixhon (CDH).

La soirée aura été haletante tant les résultats étaient serrés dans la cité des Copères. Mais déjà après le dépouillement des trois premiers bureaux, la nouvelle tombait: on apprenait un accord entre la liste de Tixhon - chef de file du CDH donc, mais qui avait fait alliance avec Ecolo, un ancien échevin MR et des candidats d'ouverture -, le PS de Laurent Belot et l'ancien premier échevin MR dissident, Robert Closset, qui avait constitué sa propre liste.

C'est un coup de semonce dans la ville mosane: Richard Fournaux était maire depuis quatre mandatures, soit 24 ans.

Une gestion controversée

Finalement, celui qui s'était relevé d'un procès fleuve (qui a duré 13 ans) lié à l'attribution de la concession du casino de Dinant, qui semblait bénéficier d'une popularité sans faille, qui venait d'inaugurer la Croisette, a trébuché. Et sans doute pour des motifs totalement politiques.

Ce qui se murmure en bord de Meuse, c'est que Richard Fournaux paye une gestion controversée des dossiers, une manière

de «faire les choses seul, dans son coin, en considérant le collège comme une chambre d'entérinement de décisions qu'il porte seul», parfois contre l'avis même de son administration.

La mandature écoulée n'aura pas été de tout repos, ni pour lui ni pour son groupe politique. Il y a d'abord eu cette exclusion de l'échevin Bodlet (qui a rallié Tixhon). Et puis ces tiraillements avec le premier échevin Closset.

Le maire au nœud papillon en est probablement ressorti avec une image d'homme de peu de consensus dans son propre camp.

L'habileté de Tixhon

Si le résultat montre une défaite de Richard Fournaux, il y a aussi, derrière, une vraie victoire d'Axel Tixhon. Le professeur d'histoire de l'UNamur, grand spécialiste de la Première Guerre mondiale régulièrement interrogé lors des commémorations, a gagné en popularité dans la cité.

Il s'est aussi montré très présent sur le terrain, et pas seulement durant la campagne électorale, mais bien en amont.

Sa liste était déjà particulièrement rassembleuse.

La rapidité avec laquelle les trois listes ont annoncé la formation d'une majorité montre que les négociations en coulisses étaient particulièrement avancées. ■

LUC SCHARÉS

GAGNANTS

A Arlon, le retour du MR au collège

Le résultat des votes est sans équivoque. Arlon 2030 (ex-CDH), la liste du maieur Magnus, reste le 1^{er} parti avec 39,09 % (37,17 % en 2012). Ecolo + gagne 3 sièges avec 7 élus et une hausse de 7,64 %. Par contre le PS (Pour vous), partenaire de la majorité, perd 4 élus tandis que le MR stagne à 6 sièges. Ce résultat engendre un nouveau collège, Arlon 2030 ayant choisi le MR-MC à la place du PS. Le projet de parking souterrain, rejeté par Ecolo, lui a donc coûté la majorité, malgré un super score...

Patrick Adam, Godefroid de Bouillon

Vainqueur voici six ans, Patrick Adam s'était fait coiffer le leadership par une coalition le renvoyant dans la minorité. Cette fois, le député provincial tient sa revanche avec une large majorité absolue, soit 11 sièges sur 17.

Rochefort : Dermagne bat Bellot et devient bourgmestre

En terre rochefortoise, le suspense n'était nullement de savoir quelle liste électorale allait l'emporter - puisque François Bellot, ministre MR des Transports au sein du gouvernement fédéral, s'était allié avec chef de groupe du PS au parlement wallon et ex-ministre Pierre-Yves Dermagne. Sans surprise, cette coalition baptisée CAP 2030-IC emporte 66,13 % des suffrages. Tout se jouait donc du côté des voix de préférence. Et là, François Bellot perd son leadership : le nouveau bourgmestre est donc Pierre-Yves Dermagne. (L. Sc.)

PERDANTS

Libramont : les bleus dans la minorité

Un véritable séisme. Les libéraux étaient dans la majorité depuis 60 ans, ils sont désormais rejetés dans l'opposition. La liste Chevi 2018 du bourgmestre Paul Jérouvelle obtient

dix sièges (- 5) tandis que la liste Libr@vous d'Hélène Arnould et Jacques Balon, nouvelle venue, remporte elle aussi 10 sièges. Libr'Envol emmenée par Jonathan Martin (Défi) obtient un siège et s'allie avec Libr@vous, renvoyant les libéraux dans la minorité. Historique !

A Gembloux, le MR perd 10 %

Dans la cité des Couteliers, le député-bourgmestre sortant, Benoît Dispa (CDH), assoit encore un peu plus son statut d'homme fort. Après le dépouillement de 8 bureaux sur 12, la liste Bailli remportait 40,52% des suffrages (pour 36,81% en 2012). La plus forte progression est celle du parti Ecolo, qui passe de 13,65% à 22%. A l'inverse, le MR perd plus de 10%. A pointer: Défi, qui présentait pour la première fois une liste clairement identifiée sous son sigle, signe un joli score de 6,78% et pourrait faire son entrée dans le conseil communal. (L. Sc.)

HAINAUT

Les Athois tournent une page historique

Même s'il reste, de justesse, dominé par le PS, paradoxalement, c'est un tout nouveau paysage politique qui va se dessiner à Ath. Au terme d'une campagne électrique, c'est finalement la liste PS emmenée par Bruno Lefebvre, député wallon et ex-bourgmestre de Chièvres, qui a remporté de justesse le scrutin. Elle décroche 11 sièges, sur 29, soit une chute de 5 sièges par rapport aux élections de

2012. Ceci marque la fin d'une ère marquée par plusieurs décennies de majorité absolue PS dans la cité des géants, toujours marquée par l'ombre de Guy Spitaels.

Du reste, Bruno Lefebvre a relevé son pari. Appelé à la rescousse en bord de Dendre, il affrontait l'ex-bourgmestre, Marc Duvivier, éjecté du PS le 1^{er} mars dernier, en raison de son inculpation devant le tribunal correctionnel de Tournai pour des irrégularités soupçonnées de gestion administrative

de la ville au moment où il était encore secrétaire communal. Il comparait d'ailleurs ce lundi, soit le lendemain d'une (courte) défaite personnelle, mais forte malgré tout de 10 sièges. Jouissant toujours d'une belle assise populaire, l'infatigable Marc Duvivier menait une liste constituée de trois anciens échevins socialistes, de CdH (ex-liste Forum) et d'une belle brochette d'aspirateurs à voix.

Scrutin historique

Au final, les Athois, fortement divisés au cours de cette campagne marquée au vitriol, ont choisi de tourner la page, sinon celle du PS, à tout le moins d'un mode de gestion qualifié souvent d'opaque, voire « despotique ». La Région, elle, l'a d'ores et déjà jugé « illégal », pointant du doigt les irrégularités dans le processus de décision budgétaire, dans une ville à deux doigts de la faillite. En ligne de mire : l'article 60, qui permet d'engager des dépenses sans feu vert administratif. Cette procédure, qui était devenue le mode de fonctionnement normal à Ath, aurait débouché sur 2,6 millions de dépenses depuis 2012, dont 850.000 euros en 2017. Sur les 12.000 décisions prises par le collège depuis son installation, 600 auraient fait l'objet d'un avis négatif de la part des fonctionnaires. Avec un endettement colossal, chiffré à près de 2.500 euros par habitant et une fiscalité maximale de 8,8 % (qui aurait dû permettre, en vain, de ramener 5 millions

d'euros dans les caisses), la situation financière athoise frôle la catastrophe, au point d'avoir occulté la plupart des autres enjeux de la campagne, comme la mobilité ou le logement.

Tripartite MR-PS-Ecolo

Ambitieux, Bruno Lefebvre avait fait le pari risqué d'une liste marquée, entre autres par une nouvelle génération de militants, assoiffés de rupture. Quasiment inconnu à Ath, il a réussi à attirer plus de voix de préférence que son rival (3.914 contre 3.752). Il décroche donc, de justesse, l'assise populaire pour prendre la main. Une main qu'il devra désormais nécessairement tendre vers les deux autres formations, véritables arbitres de ce scrutin historique.

D'une part, il y a le MR, emmené par l'ex-président du CPAS, Christophe Degand. Ce dernier part néanmoins affaibli, avec un nombre de sièges en net recul, passant de 7 à 4. D'autre part, il y aura surtout Ecolo, dont le chef de

file, l'ancien député fédéral, n'a jamais masqué sa volonté d'assumer ses responsabilités à Ath. Ecolo, par ailleurs, se présente en force avec un nombre de sièges doublé (de 2 à 4), confirmant la vague verte qui a déferlé sur la Wallonie picarde.

« L'éthique sera au cœur des discussions », a d'emblée prévenu Ronny Balcaen dans un QG aux anges. En clair, il faudra montrer patte blanche en termes de gouvernance, de transparence et gestion responsable. Autant de points mis en avant chez son futur partenaire socialiste, mais qu'il faudra bétonner.

Vers 23h15, les négociations entre PS-MR et Ecolo semblaient avoir débouché sur un accord général de principe, dont les détails devront encore être discutés. Une chose est certaine, ce lundi, les Athois se réveilleront dans un nouveau paysage. ■

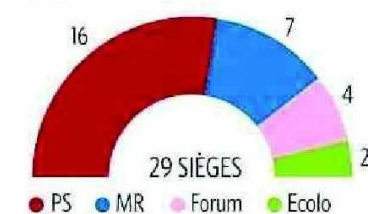
PHILIPPE LALOUX

Ath

2018



2012



Mouscron

2018



2012



A Mouscron, le CDH garde son hégémonie

Le défi est largement relevé. À Mouscron, le CDH jouait gros. Après l'assassinat du bourgmestre Alfred Gadenne en septembre 2017 et la perte, en début de mandature du populaire échevin Damien Yserbyt, le parti n'était pas certain de récupérer les 10.000 voix de préférence réalisées par ces deux-là. L'incertitude et l'inquiétude étaient donc de mise pour le parti : Mouscron est le deuxième bastion CDH après Bastogne. Mais les Mouscronnois sont visiblement fidèles puisque le CDH réalise un très beau statu quo. En effet, le parti maintient ses 19 sièges sur 37 soit la majorité absolue.

Le mayorat était aussi une des questions de ce scrutin. On se souviendra que Brigitte Aubert avait dû reprendre les rênes de la ville au pied levé après l'assassinat brutal du bourgmestre Gadenne l'an dernier. Certains ou plutôt certaines au CDH semblaient lui contester cette place et notamment la députée wallonne Mathilde Vandorpe qui malgré sa dernière place sur la liste, expliquait clairement vouloir briguer le poste de bourgmestre.

Une victoire nette

Au final, le duel n'a pas eu lieu. Brigitte Aubert légitimise largement son mayorat en remportant plus de 4.500 voix de préfé-

rence. Avec 1.678 voix, Mathilde Vandorpe n'est, elle, que le quatrième score de la liste CDH. Difficile de dire dans ce contexte si la députée wallonne reviendra à Mouscron endosser un éventuel échevinat.

Malgré sa majorité absolue, le CDH devrait comme à son habitude, ouvrir le collège à un autre parti. Mais les humanistes semblent vouloir prendre le temps de la réflexion puisqu'ils ont annoncé que leur décision ne serait pas prise avant ce lundi. Leur partenaire actuel, le MR, devra donc attendre un peu. Le parti a la satisfaction de se maintenir même s'il espérait faire mieux. Les échevins Marc Castel et David Vaccari ne sauront pas tout de suite s'ils remplissent mais une chose est sûre : au MR de Mouscron, c'est le député wallon Philippe Bracaval, qui remporte les suffrages avec 1.500 voix de préférence. À Mouscron comme ailleurs, ce sont les Écolos qui ont cartonné en doublant leur score (6 sièges). Six sièges, c'est aussi le score atteint par le PS de Christiane Vienne, à son plus bas niveau historique. Mais loin de s'apitoyer sur son sort, l'ex-ministre wallonne a souligné le triste résultat de la soirée : l'arrivée du PP au sein du conseil communal de Mouscron où il obtient 1 siège et près de 5 % des voix. ■

SANDRA DURIEUX

GAGNANTS

A Estaimpuis, Senesael reste bourgmestre

Avec 60,4 % des voix, le PS-LB emmené par le novice en politique, Quentin Huart, et poussé par le député fédéral Daniel Senesael, maintient largement sa majorité absolue avec 15 sièges sur 21. Derrière, Ecolo obtient 3 sièges et la liste Pour Vous, 3 sièges également. Mais en termes de voix de préférence, c'est sans surprise l'actuel bourgmestre Daniel Senesael qui remporte le scrutin avec plus de 2.000 voix. Quentin Huart ne mérite pas avec 1.200 voix de préférence. Daniel Senesael a annoncé qu'il resterait bourgmestre d'Estaimpuis. Quentin Huart devrait, lui, obtenir un échevinat.

S.DX

Le PTB louviérois progresse en flèche

A La Louvière, le PTB progresse fortement, devenant plus que vraisemblablement le deuxième parti. A l'heure de boucler cette édition, il était déjà crédité de 15,40 % des suffrages. Ce qui pourrait lui permettre d'envoyer sept élus sur les bancs du conseil communal. Avec 43% des voix, le PS mené par le bourgmestre Jacques Gobert obtient 24 sièges (un de moins qu'en 2012)

C.D.

Paul Furlan préserve sa majorité à Thuin

Conserver la majorité absolue était le défi du PS de Thuin emmené par le député-bourgmestre de Thuin Paul Furlan : c'est confirmé. Le MR recule, et la liste IC de Karine Cosijns en profite. Selon les résultats disponibles à l'heure du bouclage, Paul Furlan aurait convaincu un électeur sur quatre dans sa commune.

ALB

PERDANTS

Le PS s'effondre à Aiseau-Preles

Le PS s'est planté à Aiseau-Preles : il y a en effet perdu sa majorité absolue, et dégringole de 57 à 41 %, une chute vertigineuse de 15 %. Le parti de Jean Fersini essuie ainsi les absences de deux faiseuses de voix, les députées Graziana Trotta et Ozlem Ozen qui ne figuraient plus sur la liste, décumul oblige. Il a aussi dû faire face à la liste dissidente Acap 6250 qui est allée chercher près de 9 % des voix. Le grand vainqueur est le groupe Ensemble (tendance CDH) à 34 %.

Philippe Knaepen battu à Pont-à-Celles

C'est une déconvenue pour le député et échevin empêché Philippe Knaepen (MR) que d'aucuns voyaient déjà succéder à Christian Dupont au mayorat : son parti qui visait la première place ne termine que troisième, derrière un PS affaibli qui perd deux élus mais surtout après la liste Intérêts communaux de son échevin dissident Luc Van Compernelle, qui réalise le meilleur score personnel de la commune. Compte tenu des incompatibilités, la coalition la plus probable semble être un PS allié à IC, avec le socialiste Pascal Tavier comme bourgmestre.

ALB

Christian Brotcorne perd son mayorat à Leuze

Le score fut très serré mais à Leuze-en-Hainaut, c'est le MR qui a remporté les suffrages avec 30,87 % des voix contre 29,47 % au groupe Idées du bourgmestre Christian Brotcorne. Le MR a décidé de reconduire la majorité avec Idées mais il y aura un changement à la tête de la commune puisque c'est Lucien Rawart qui devient bourgmestre.

S.DX

LIÈGE

Le PS vers une nouvelle majorité absolue à Seraing

ASeraing, on se fait désirer... A l'heure de boucler cette édition, seule la moitié des 20 bureaux de vote avaient terminé le décompte des bulletins. Mais ce résultat partiel laissait supposer le maintien, par le parti socialiste, de sa majorité absolue. Avec une légère érosion certes, mais maintien quand même. Et ce malgré le départ irrévocable de deux habituels faiseurs de voix : André Gilles qui, emporté par le scandale Publifin, a été exclu du PS au printemps 2017 et Alain Mathot qui, fragilisé par le procès Intradel, a annoncé qu'il préparait sa reconversion professionnelle et ne briguerait plus de nouveau mandat. Que ce soit sur le plan local ou aux élections fédérales de mai 2019.

A Waremme, le PS de Jacques Chabot (devenu PS-IC) craignait de devoir ouvrir sa majorité : ce ne sera pas le cas puisqu'il décroche 50,18 % des votes et obtient 14 sièges. Bien que diminué (une

chute de près de 12 %), le PS garde toutefois sa majorité absolue et reste à la tête de la Ville pour la 105e année de suite. A noter que Jacques Chabot a annoncé son retrait à mi-parcours de la nouvelle législature, c'est son colistier Albert Gérard qui se place en second position des votes nominatifs avec 1342 voix.

Majorité absolue pour Jean-Michel Javaux

Autre majorité absolue : à Amay, Ecolo égale son score de 2012 (54,4 %) et peut donc envisager les six années à venir avec sérénité. D'autant que le conducteur de la liste, Jean-Michel Javaux, a drainé à lui seul 34,4 % des votes nominatifs.

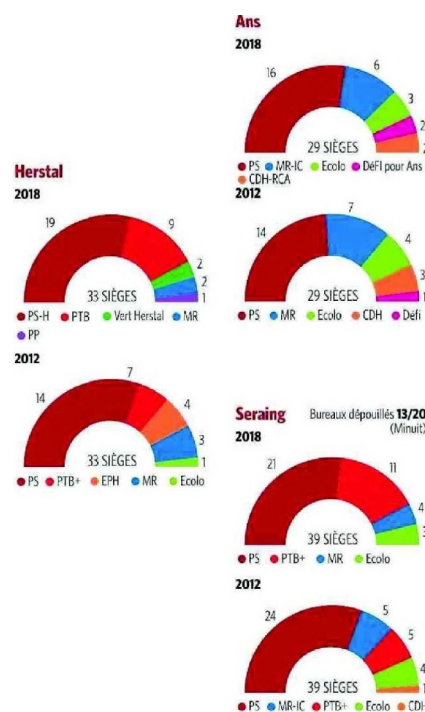
A Verviers, inhabituellement ouvert (10 listes étaient en compétition), le jeu s'est soldé par une victoire sans équivoque du PS puisque celui-ci a terminé la journée de dimanche avec 29,38 % des voix. Soit une légère progression par rapport au scrutin de 2012 et

quoi qu'il en soit, largement assez pour laisser sur place un MR pas au mieux de sa forme puisque chutant de 23,77 % à 14,95 %.

Ecolo, le PP, le PTB et Nouveau V. sont les autres gagnants des urnes tandis que le CDH chute spectaculairement de 13,6 points. Bien que fragile, une majorité PS-MR reste donc possible. Leader des voix de préférence, la bourgmestre PS sortante, Muriel Targnion, garde la main. Loin devant son colistier Hasan Aydin et l'humaniste (et ex-bourgmestre de la cité lainière) Marc Elsen.

A Huy enfin, le PS reste le premier parti de la Ville, affichant même une progression de 3 % pour se fixer à 32,3 % des votes. Le bourgmestre en titre, Christophe Collignon, est clairement un des artisans de ce succès. En seconde position viennent les Ecolos, qui améliorent sensiblement leur score de 2012 et gagnent eux aussi deux sièges. ■

Jo. Ma.



Ans Grégory Philippin devient bourgmestre

L'ancien bourgmestre faisant-fonction a finalement convaincu la population de Ans. Après avoir remplacé Stéphane Moreau, Grégory Philippin a fait ses preuves et devient ce 14 octobre le bourgmestre de la commune. L'affaire Publifin n'a finalement pas trop impacté les Ansois qui ont, une fois de plus, décidé d'accorder sa confiance au PS.

Pour ces nouvelles élections électorales, le parti socialiste est arrivé en tête et a obtenu 45,32 % des voix contre 3.250 pour le MR. Le PS a également obtenu deux sièges supplémentaires au conseil communal.

L'autre belle surprise de ce scrutin est également le score réalisé par Walther Herben. L'ancien directeur général de la commune de Ans, qui poussait la liste PS, est arrivé second en matière de voix de préférence. Un excellent résultat pour celui qui se présentait pour la première fois. « Je suis extrêmement satisfait du résultat final,

je ne croyais pas pouvoir faire un tel score. Être deuxième est une très bonne surprise surtout que les deux objectifs que j'avais fixés ont été atteints. Le contrat est rempli puisque nous avons obtenu 16 sièges sur 29 et nous avons également remis à la table du conseil voire du collège communal une tendance qui n'était plus là depuis 2011 puisque ça faisait quelques années qu'il n'y avait pas de personnes liées à l'entourage direct de Michel Daerden », commente dimanche soir l'intéressé, qui a également tenu à dire quelques mots pour le bourgmestre ansois. « Je suis très content pour Grégory. Nous gagnons sincèrement à avoir un leader légitime comme lui. Il vient de nous faire une véritable démonstration de force en faisant un score remarquable puisqu'il a obtenu 22,27 % des suffrages. C'est un bourgmestre incontesté et incontestable. » ■

IRIS ZARBO

GAGNANTS

Cédric Halin l'emporte largement à Olne

Cédric Hallin, le « lanceur d'alerte » de l'affaire Publifin n'a pas tardé dimanche soir à remercier « André Gilles, Dominique Drion et Georges Pire » pour le beau score de la liste Pour Olne qu'il emmenait. Avec 51,08 %, celle-ci devient la première force politique dans la commune, loin devant ses concurrentes.

A Dison, le PS conforte sa majorité

Amené par la députée wallonne Véronique Bonni et poussé par le bourgmestre sortant Yvan Ylieff, le PS disonais est en grande forme puisqu'il rafle à lui seul 53,35 % des voix (4.066 votes), soit une progression de 4,28 % par rapport au scrutin de 2012. Yvan Ylieff, bourgmestre de la commune depuis la fusion des communes en 1977, ne rempilera pas cependant : la tête de liste Véronique Bonni décroche la première place du podium avec 1.606 voix de préférence.

Sergio Manzato assure à Engis

Bourgmestre depuis 2003, Sergio Manzato est le grand vainqueur des élections à Engis avec pas moins de 25,1% de votes nominatifs. Son parti, Engis Solidaire, rafle quant à lui 47,73% des voix. Un score plus qu'honorable mais inférieur à celui affiché par le PS (dont Engis Solidaire a pris la place) lors du scrutin de 2012. Cette année-là, les socialistes avaient emporté 13 sièges sur 17 avec 66,75% des votes. Engis Solidaire n'en aura plus que 11. Ecolo, qui vient de signer sa première campagne à Engis, enverra trois conseillers dans la salle du conseil. Pour l'essentiel au détriment du CDH et du MR. Sergio Manzato avait été mis en cause lors de l'affaire Publifin : membre des comités de secteur de l'intercommunale liégeoise, il n'avait participé qu'à deux réunions sur huit. (Jo. Ma.)

PERDANTS

Jeholet n'est plus bourgmestre de Herve

La liste de Herve Demain (HDM) confirme bien sa place de leader à Herve et remporte une seconde fois les élections communales avec 52,37 % des voix contre 31,34 % pour la liste EPH dont Marie-Martine Schyns fait partie. La femme politique est d'ailleurs arrivée en tête des voix d'Ensemble Pour Herve (EPH). En ce qui concerne la liste HDM, si en 2012 les Herviens avaient voté en majorité pour Pierre-Yves Jeholet, Marc Drouguet était arrivé second en termes de voix de préférence. Cette année, le bourgmestre faisant-fonction jusqu'à présent a finalement été préféré au ministre wallon de l'économie. Il devient donc bourgmestre de Herve avec 14,77 % des voix contre 12,16 % pour Pierre-Yves Jeholet. (I.Za)